

UN DEMI-MILLION D'AMÉRICAINS APPLAUDISSENT LES EX-OTAGES

## Reagan aux « terroristes de la terre » : « Notre patience a aussi ses limites »

WASHINGTON — Enrubannée de banderoles jaunes, Washington a accueilli hier ses cinquante-deux rescapés alors que plus de 450.000 personnes se sont atroupées entre le Capitole et la Maison-Blanche pour applaudir au son des clochers de la ville la fin d'une longue et pénible crise. Les « prisonniers de guerre » comme les appelle le président Ronald Reagan sont revenus en héros pour entendre leur chef d'Etat déclarer du parvis nord de la Maison-Blanche: « Jamais plus ».

M. Reagan, s'adressant en effet aux « terroristes de la terre », a déclaré sur un ton décidé: « Qu'ils sachent dorénavant que lorsque les lois internationales seront violées, notre politique en sera une riposte instantanée et efficace. On entend dire que nous vivons dans une ère où notre force a ses limites; qu'il soit clairement compris que notre patience a aussi ses limites. »

Ces remarques furent longuement applaudies par la foule des sénateurs, de congressmen, de diplomates et de dignitaires étrangers qui se pressaient sur la pelouse dans une mer de drapeaux étoilés. Pour l'occasion, le soleil perçait à travers les nuages ajoutant à l'émotion qui agitaient les cinquante-trois otages et les cinq ambassadeurs qui, directement ou indirectement, ont contribué pendant les quatorze derniers mois, à résoudre la crise. Parmi eux, l'ex-ambassadeur du Canada en Iran, M. Kenneth Taylor et son collègue de Washington, M. Peter Towe.

### Ambiance d'armistice

La Maison-Blanche avait tenu à recevoir les cinquante-trois otages (Richard Queen, libéré en juillet, s'ajoutant au groupe) ainsi que les survivants de la

tuneste opération de commando Eagle Claw (d'avril dernier), avec la pompe réservée d'ordinaire aux grands chefs d'Etat. La cérémonie d'hier fut encore plus solennelle. Même certains journalistes agitaient des drapeaux tant l'atmosphère était électrisante. Les Etats-Unis eurent été en guerre avec l'Iran que l'armistice n'aurait pas été acclamé avec plus de vigueur.

Les 52 otages ont été accueillis à la base d'Andrews par le vice-président George Bush, le secrétaire d'Etat le général Alexander Haig et le secrétaire à la Défense Caspar Weinberger. Dès leur descente d'avion, les otages reçurent chacun l'accolade au son d'une fanfare jouant America The Beautiful et l'hymne national. Certains parmi les 53, des militaires pour la plupart, retrouvaient leurs familles pour la première fois depuis seize mois d'absence.

Le premier à sortir de l'appareil qui les avait transportés de West Point fut le chargé d'affaires Bruce Laingen, un diplomate de 59 ans (il ne les paraît pas du tout) qui, pendant quatorze mois, s'est obstiné à négocier la libération de ses collègues. A plus d'une reprise le gouvernement iranien a offert à M. Laingen de retourner en Amérique, mais ce dernier a systématiquement refusé, acceptant même au cours des derniers mois l'emprisonnement afin de demeurer avec les siens.

### Médias critiqués

Le bref discours de M. Laingen à la Maison-Blanche ne laissa rien transparaître des histoires d'horreur qui circulent dans la presse américaine faisant état des sévices qu'ont subis plusieurs otages au cours de leur captivité en Iran. En fait depuis hier matin, les rescapés refusent

de céder à la tentation de mousser leurs malheurs, ou encore de critiquer l'ex-président Jimmy Carter, préférant plutôt tourner la page. Plusieurs des otages d'ailleurs, au cours d'une conférence de presse à West Point, ont même minimisé l'ampleur des brutalités dont ils ont été l'objet en Iran pour inviter les médias à

**JEAN PELLETIER**  
de notre bureau  
de Washington

traiter de l'ensemble de cette crise avec prudence et modération. Cette politique ne leur fut pas imposée par le Département d'Etat mais fut plutôt adoptée spontanément par les rescapés.

C'est ainsi qu'Elisabeth Ann Swift, hier matin, s'est insurgée de ce que la revue Newsweek lui ait faussement imputé des décla-

clarations au sujet des tortures. « Je n'ai jamais parlé à Newsweek, dit-elle, je vous invite à être très prudents lorsque vous discutez de cette grave question. »

D'autres otages, tel M. John Graves, l'attaché culturel à Téhéran, a démenti les rumeurs voulant que les militants de l'ayatollah aient été pour la plupart des terroristes professionnels manipulés de l'extérieur. « Je suis, dit-il, convaincu qu'ils n'étaient que des étudiants. Par ailleurs, a-t-il enchaîné, je suis aussi de l'avis que même si les Etats-Unis avaient retourné le Chah en Iran, cela n'aurait rien changé à notre emprisonnement. »

Mais plus que les déclarations préparées à l'avance tant par le président Reagan que M. Laingen, ce furent les pancartes de citoyens ordinaires de Washington qui ont le mieux traduit l'état

d'esprit des Américains alors que les otages défilaient en triomphe dans leur capitale. « The best things in life are free », disait une pancarte alors qu'une autre plus laconique disait: « IRS welcomes you » (le ministère du Revenu vous souhaite la bienvenue).

### Le show de Reagan

Après les cérémonies d'accueil devant la Maison-Blanche, les 53 otages ainsi que les six libérés par le Canada, les treize relâchés en novembre 79 et les membres du commando, furent les invités d'honneur d'un banquet dans le salon bleu de la résidence présidentielle. Au cours de cette cérémonie, le président a donné à chacun des rescapés un drapeau américain enroulé dans un coffret de bois afin de commémorer leur retour en Amérique. « Merci, a déclaré le

président, de nous avoir rendus fiers d'être Américains. »

Pour l'administration Reagan, le retour des otages une semaine après son accession à la Maison-Blanche, ne pouvait mieux augurer pour l'avenir. Au cours des cérémonies d'hier, pas une seule fois n'a-t-on mentionné le nom du président Carter, comme si ce dernier avait déjà passé à l'histoire. A voir l'enthousiasme défilant de la foule, on ne pouvait donc s'empêcher de penser que si les otages avaient été libérés il y a à peine trois mois, M. Reagan n'aurait sans doute pas été hier sur les marches de la Maison-Blanche.

Et puis, déjà, de Houston à New York, les compagnies de pétrole songent à nouveau à commercer avec l'Iran. La société Exxon a déjà du reste entrepris des démarches à cette fin.

## Le Canada rejette l'offre de l'Iran

OTTAWA (PC) — Le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, M. Mark MacGuigan, a repoussé hier une proposition iranienne pour une reprise des relations diplomatiques entre le Canada et l'Iran. « Ce n'est pas une de nos priorités », s'est contenté de dire le ministre MacGuigan au cours d'une conférence de presse qu'il donnait à sa sortie de la Chambre des communes.

Dans un premier temps, a rappelé M. MacGuigan, le gouvernement étudiera la possibilité de lever les sanctions économiques imposées à l'Iran à la suite de la prise d'otages à l'ambassade américaine à Téhéran le 4 novembre 1979. Par la suite, l'envoi de diplomates sera envisagé si l'Iran consent à garantir leur sécurité.

M. MacGuigan a révélé en outre qu'il avait entendu parler de la proposition iranienne, formulée par le ministre des Affaires exécutives, M. Behzad Nabavi, mais qu'il n'avait cependant reçu aucune demande officielle.

Le ministre Nabavi a évoqué la possibilité d'une reprise des relations canado-iraniennes au cours d'une conférence de presse qu'il donnait hier à Téhéran. Il a cependant assorti son offre de trois conditions que le Canada devra s'engager à respecter.

Premièrement, le gouvernement canadien doit promettre de ne plus enlever personne, de ne plus transférer personne clandestinement et de ne plus se livrer à de l'espionnage en territoire iranien. Selon l'adjoint du ministre Nabavi, M. Ahmad Azizi, « le Canada ne doit plus aider les espions. »

Il faisait alors référence à l'aide apportée par l'ambassade canadienne à Téhéran, il y a une année aujourd'hui, à six diplomates américains qui s'y étaient réfugiés. Grâce à une ruse de l'ambassadeur canadien, M. Kenneth Taylor, et à des passeports canadiens, ceux-ci avaient réussi à fuir l'Iran à la faveur de la fermeture de l'ambassade canadienne.

M. Nabavi a soutenu avoir reçu une demande du gouvernement canadien pour un rétablissement rapide des liens diplomatiques entre les deux pays à la condition que Téhéran puisse garantir la sécurité des diplomates canadiens. Cette requête, a-t-il noté, pourrait être agréée si le Canada se rend aux exigences iraniennes.

Le secrétaire d'Etat, M. MacGuigan, a déclaré que le Canada n'avait effectué aucune démarche en ce sens et que la chose ne serait même pas discutée avant plusieurs mois et peut-être même une année.

## Ottawa taxé d'ingratitude

OTTAWA (AFP) — L'ancien premier secrétaire de l'ambassade du Canada en Iran, M. John Sheardown, a estimé, hier à Ottawa, que le gouvernement canadien avait fait preuve d'ingratitude envers son épouse et celle de l'ambassadeur, Mme Ken Taylor, qui ont hébergé six diplomates américains à Téhéran durant la crise des otages.

M. Sheardown s'est déclaré prêt, en l'absence d'une reconnaissance officielle exprimée à Mme Taylor et à son épouse, à renvoyer au gouvernement fédéral l'Ordre du Canada qui lui a été conféré ainsi qu'à M. Taylor et à six autres diplomates canadiens pour leur participation au sauvetage des six Américains.

Mmes Zena Sheardown et Pat Taylor, se sont occupées des six réfugiés américains de novembre 1979, après l'occupation de l'ambassade des Etats-Unis, à janvier 1980, date de la fermeture de la légation canadienne. Elles n'ont cependant pas été retenues par le comité de sélection de l'Ordre du Canada.

« Au moins quelqu'un aurait pu leur dire: « Bien joué mesdames » a déclaré M. Sheardown, qui a souligné qu'elles avaient couru autant de risques que leurs maris et avaient dû vivre de difficiles périodes de tension psychologique entre leurs hôtes.

Deux des diplomates américains, qui logeaient au début chez M. et Mme Sheardown, avaient été cachés ensuite chez l'ambassadeur, a indiqué l'ex-premier secrétaire aujourd'hui affecté au ministère canadien de l'Immigration.

M. Taylor, a-t-il dit d'autre part, a pris la décision de fermer l'ambassade canadienne après avoir eu confirmation que certains Iraniens savaient qu'il abritait des diplomates américains.

D'ailleurs « je ne serais pas surpris outre mesure si quelqu'un de très haut placé dans le gouvernement iranien avait été mis au courant que ces personnes (les diplomates américains) avaient trouvé asile chez nous, a indiqué M. Sheardown. »



# 142

## PRIX sur

# Habits d'hiver!!!

POUR  
TOUTE LA FAMILLE!

- ★ TENUES DE SKI, VESTES, MANTEAUX POUR DAMES
- ★ TENUES DE SKI, VESTES, MANTEAUX, TENUES DE MOTO-NEIGE POUR ENFANTS
- ★ VESTES, MANTEAUX, TENUES DE SKI ET MOTONEIGE POUR HOMMES ET GARÇONS.

MAGASINEZ AUJOURD'HUI  
À VOTRE MAGASIN



## Giscard propose à Brejnev une conférence sur l'Afghanistan



d'après AFP

Le président Valéry Giscard d'Estaing a révélé hier une proposition française de «conférence sur la non-ingérence en Afghanistan».

Cette initiative, annoncée par le président de la République au cours d'un entretien télévisé consacré à la politique étrangère de la France, a été présentée samedi à M. Leonid Brejnev ainsi qu'aux dirigeants des pays concernés.

Les Etats devant participer à cette conférence internationale devraient être, selon le chef de l'Etat français, tous ceux accusés «à tort ou à raison» de s'ingérer dans les affaires afghanes, à commencer par l'URSS, les voisins immédiats de l'Afghanistan (Pakistan et Iran), les cinq membres permanents du conseil de sécurité de l'ONU, certains grands pays de la région comme l'Inde et divers Etats de la communauté islamique.

«Il s'agirait, a précisé le président français, non pas de définir un nouveau statut de l'Afghanistan, mais de mettre fin de manière simultanée et vérifiable à toutes les ingérences», M. Giscard d'Estaing a précisé que, de ce fait, le gouvernement actuel de Kaboul n'avait pas de raison de participer à cette conférence.

Le président français a lié le problème afghan à l'ensemble

des relations est-ouest qu'il souhaite voir «stabilisées». Il ne faut plus de déplacement des positions d'influence dans le monde, a souligné M. Giscard d'Estaing, en définissant trois conditions pour sauvegarder la détente: l'équilibre dans la sécurité, une retenue réciproque, et le sens des responsabilités à exercer dans les crises.

Longuement interrogé sur la question polonaise, le chef de l'Etat a réaffirmé qu'«il faut laisser la Pologne résoudre elle-même ses problèmes, en tenant compte de sa position géographique et stratégique». «Les réformes économiques doivent être acceptables pour l'Union soviétique», a-t-il noté en indiquant cependant que «la Pologne doit pouvoir compter sur une aide extérieure pour soutenir un effort national de redressement».

Revenant à plusieurs reprises sur le thème de cette «stabilisation des rapports est-ouest», M. Giscard d'Estaing a souligné qu'«il ne serait pas bon d'utiliser les relations avec la Chine comme moyen de pression vis-à-vis de l'URSS». Parallèlement, le président français a exprimé un «préjugé favorable» à l'égard de la nouvelle administration Reagan et a souhaité «une Amérique forte et exerçant ses responsabilités internationales».

## Reprise de la CSCE dans un climat tendu

d'après AFP, Reuter, UPI

La deuxième phase de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) s'est ouverte hier dans un climat de tension, l'URSS déclarant d'emblée que la détente serait menacée si aucune décision n'était prise sur la tenue d'une nouvelle conférence sur le désarmement en Europe.

Le vice-ministre soviétique des Affaires étrangères, Leonid Illytchev, a accusé certains pays d'avoir présenté des propositions «provocatrices», notamment celles sur le respect des droits de l'homme et de l'intégrité territoriale, qui ne vont pas dans le sens de la détente.

M. Illytchev a nettement laissé entendre en entrevue que l'URSS refuserait de participer à une nouvelle réunion de la CSCE si un accord ne se faisait pas sur la convocation d'une conférence sur le désarmement en Europe, «question fondamentale» de cette deuxième phase à ses yeux. Selon lui, une telle décision constituerait la continuation du processus entamé à Helsinki, ajoutant: «Si cette décision n'est pas

prise, ce processus serait dans une large mesure affecté.»

Du côté américain, on peut prévoir que l'Amérique de Ronald Reagan se montera ferme sur la question des droits de l'homme, comme l'avait fait celle de Jimmy Carter. Le chef de la délégation américaine, Max Kampelman, en a donné la preuve en condamnant fermement et dans le détail, les procès, arrestations et déchéances de plusieurs citoyens soviétiques survenus depuis la fin de la première phase de la réunion de Madrid, le 19 décembre dernier.

M. Kampelman a également consacré une grande partie de son allocution à critiquer l'Union soviétique pour la poursuite de son intervention en Afghanistan.

Plusieurs délégués occidentaux, notamment celui de l'Allemagne fédérale et de l'Espagne, ont affirmé que parler dès la première séance de «provocation» ne laissait rien augurer de bon pour la poursuite des travaux. Ils ont jugé inacceptable le «marchandage» que prétend établir l'URSS sur la continuité du processus de la CSCE.

Les délégués occidentaux, qui font remarquer que tel sera également l'attitude des représentants non seulement de pays neutres et non alignés, mais également de certains pays de l'Est, ont réaffirmé qu'ils ne quitteront pas la CSCE tant que la date et le lieu de la prochaine rencontre n'auront pas été fixés.

De son côté, la France a posé comme condition préalable à tout pourparler sur le désarmement un accord sur des mesures militaires de confiance, destinées à prévenir les attaques surprises, de l'Atlantique à l'Oural, grâce à un système de surveillance.

M. Illytchev a fait savoir que l'URSS n'accepterait aucune condition préalable à la convocation d'une conférence sur le désarmement, s'opposant notamment à l'extension des mesures de confiance jusqu'à l'Oural.

«Notre réponse est non parce que cela signifierait un déséquilibre en incluant tout le territoire de l'URSS et en laissant l'ensemble des Etats-Unis et le Canada en dehors de l'accord», a-t-il dit.

## LA SANTÉ, C'EST PRÉCIEUX.



Il y a toutes sortes de margarines à l'huile de maïs sur le marché. Par contre, il n'y en a qu'une qui porte le nom Kraft: la margarine à l'huile de maïs MIRACLE\*. Nous la préparons avec de l'huile de maïs à 100% car nous savons que vous accordez beaucoup d'importance à votre alimentation. Essayez-la dès aujourd'hui.

UNE BONNE HABITUDE À PRENDRE.

|                         | RÉGULIÈRE | MOLLE | DIÈTE |
|-------------------------|-----------|-------|-------|
| Graisses polyinsaturées | 27%       | 40%   | 40%   |
| Graisses saturées       | 18%       | 18%   | 18%   |

**25¢ DE RABAIS À L'ACHAT DE TOUTE MARGARINE À L'HUILE DE 25¢ MAÏS MIRACLE\* CHEZ LES DÉTAILLANTS PARTICIPANTS.**

M. le détaillant participant: Pour avoir remboursé la valeur de ce coupon à votre client qui a fait l'achat du produit Kraft mentionné, Kraft Limitée, 8600 chemin Devonshire, Ville Mont-Royal, Québec H4P 2K9 vous remboursera la somme de 25c plus 5c pour les frais de manutention. Le remboursement pour toute autre raison constitue une fraude. Sur demande, vous devrez faire la preuve de l'achat de stocks suffisants du produit Kraft touché par l'offre pour justifier le nombre de coupons remboursés. Ces coupons ne seront acceptés que par l'intermédiaire des détaillants participants. Le client doit payer la taxe de vente ou toute autre taxe semblable. Le coupon devient nul s'il est l'objet d'une interdiction, d'une restriction ou d'une taxe. Aux fins de remboursement, poster à Kraft Limitée, C.P. 3000, Saint-Jean, Nouveau-Brunswick E2L 4L3. Valeur comptant de 1/20c.

Cher consommateur: Faites rembourser ce coupon rapidement chez le détaillant participant. Un seul remboursement de 25c par article. L'offre, valable au Canada sur le produit Kraft spécifié seulement, se termine le 30 avril 1981.



1.435825H

## Moscou et le terrorisme italien

MOSCOU (AFP) — La polemique entre Moscou et Rome est engagée depuis hier après une protestation officielle de l'URSS, «indignée» par les accusations du président de la République italienne, M. Sandro Pertini.

C'est M. Pertini qui a mis le feu aux poudres. A la télévision française, il a laissé entendre que les «Brigades rouges» sont inspirées par Moscou.

Hier, M. Nikita Rigov, vice-ministre des Affaires étrangères d'URSS, a protesté officiellement auprès de l'ambassade d'Italie à Moscou. Il a qualifié les accusations de M. Pertini «d'outrageantes pour l'URSS et de manifestement contraires au caractère amical des relations soviéto-italiennes des dernières années».

Mais Rome ne répondra pas: «Il s'agit d'une protestation, pas d'une note», a expliqué un diplomate italien. L'incident ne devrait donc pas aller au-delà de cette protestation formelle.

En privé, les officiels soviétiques se disaient cependant «terriblement choqués», hier, par les déclarations du président Pertini: «Il sait que nous avons toujours condamné le terrorisme», affirment-ils.

Il n'empêche que Moscou suit de très près l'évolution de la situation à Rome. La presse soviétique a consacré de longues analyses au terrorisme italien. Elle y voit la manifestation de la crise du capitalisme, avec son chômage, son inflation et ses inégalités sociales. C'est pourquoi, l'hebdomadaire soviétique Temps nouveaux faisait en octobre une distinction entre le terroriste noir — fasciste — et le terroriste rouge — gauchiste, le dernier étant peut-être un camarade qui se trompe.

Mais, pour Temps nouveaux, les cerveaux sont les mêmes: «Le rouge et le noir ne sont que deux couleurs du même jeu», affirmait la revue. Elle allait même plus loin en indiquant que les poseurs de bombes disposent, à Rome, de complicités au sein même de l'Etat.

Le 11 janvier enfin, l'agence Tass a vu dans «l'indécision et la lenteur» des autorités italiennes un encouragement à «l'impudence» des Brigades rouges.

## L'URSS ne renoncera jamais à sa capacité défensive

d'après AFP

L'Union Soviétique ne renoncera jamais à sa «capacité défensive» et l'Ouest ne parviendra jamais à la suprématie militaire, a déclaré le ministre des Affaires étrangères d'URSS, M. Andrei Gromyko, hier à Moscou.

M. Gromyko, qui recevait le ministre allemand des Affaires étrangères, M. Fischer, a posé comme principe que les «calculs de certains milieux américains ou de l'OTAN pour s'assurer une supériorité militaire sur l'URSS et les autres pays socialistes, sont irréalisables».

Le ministre soviétique des Affaires étrangères a souligné: «Nous avons averti plus d'une fois que nous ne sacrifierons pas les intérêts de notre sécurité et que nous maintiendrons notre capacité défensive à un niveau voulu».

M. Andrei Gromyko estime que la relance de la course aux armements, «que l'on cherche à imposer à l'URSS, n'est pas seulement dénuée de sens, mais coûteuse et périlleuse pour tout le monde». Il a alors proposé de «lier les efforts de tous les pays pour chercher réellement à réduire la course aux armements».

Le ministre soviétique des Affaires étrangères a affirmé que son pays accueillerait favorablement «toute initiative en faveur de la paix, d'où qu'elle vienne».

M. Gromyko a alors prôné la détente qu'il a qualifiée de «patrimoine général dont tout le monde bénéficiera», ce qui implique selon lui «des contributions équivalentes de la part de chacun».

Andrei Gromyko a alors évoqué la Conférence de Madrid dont les travaux ont repris hier, soulignant la nécessité de convoquer une «conférence sur la détente militaire et le désarmement en Europe». A ce propos, M. Gromyko a noté: «Bien entendu, cela concerne aussi les Etats-Unis».

# Pologne: grèves et menaces de grèves

d'après Reuter, AFP, AP

Des ouvriers, des mineurs, des agriculteurs et des étudiants se sont mis en grève hier dans divers endroits de la Pologne et menacent d'amplifier leur mouvement.

A Bielsko Biala, dans le sud du pays, les ouvriers ont décrété une grève illimitée pour obtenir le départ de fonctionnaires locaux.

A Lodz, le travail a cessé pendant trois heures dans plus de 1.000 entreprises ou usines et les transports ont été interrompus pendant une heure dans le cadre d'une action nationale pour contraindre le gouvernement à appliquer les promesses faites aux grévistes l'été dernier.

Les étudiants de Lodz, qui occupent l'université, ont annoncé la tenue d'un congrès national aujourd'hui, au cours duquel serait envisagée une grève générale nationale.

De son côté, le président de Solidarité, Lech Walesa, s'est rendu à Rzeszow, pour tenter, semble-t-il, d'éviter une grève générale dans le cœur industriel du sud de la Pologne. Des protestataires occupent en effet depuis trois semaines le siège régional des anciens syndicats contrôlés par le gouvernement, réclamant l'enregistrement de Solidarité rurale.

Les sections Solidarité de Gdansk, Varsovie et Lublin ont lancé un appel national pour que la journée de solidarité avec les paysans en lutte prévue pour aujourd'hui ne prenne pas la forme d'une grève. Selon un porte-parole du syndicat, la manifestation devrait se limiter à des déploiements de banderoles et à l'organisation de réunions de solidarité avec les paysans.

Les trois sections locales de Solidarité ont proposé qu'aucune grève ne soit déclenchée avant le 3 février, mais aucune décision définitive n'a été prise à ce sujet.

Cette proposition semble dictée par le souci de ne pas envenimer

une situation déjà extraordinairement confuse et en particulier de ne pas compromettre les négociations qui devraient s'ouvrir bientôt entre Solidarité et le gouvernement sur la question des samedis libres.

A Bialystok, à l'est de Varsovie, un arrêt de travail de quatre heures a été observé hier matin pour protester contre l'intervention de la censure dans la diffusion des bulletins syndicaux et des communiqués de Solidarité. Le syndicat indépendant demandant aussi la révocation du responsable local de la censure et la possibilité d'avoir accès aux organes d'information de masse.

Par ailleurs, un article du général Moczar, l'un des membres les plus influents du gouvernement actuel, dans Trybuna Ludu, l'organe officiel du Parti,

a suscité une certaine surprise, en reconnaissant que la Pologne avait connu une grande révolution ces sept derniers mois.

Le général Mieczyslaw Moczar a lancé un appel à la «pondération», et délivré un satisfecit aux «honnêtes» adhérents du syndicat «Solidarité» de M. Lech Walesa.

Dans un discours prononcé à Varsovie devant les dirigeants de l'Association des anciens combattants (Zbowid) dont il préside le bureau directeur, le général a cependant exclu les forces anti-socialistes du «renouveau socialiste» de la Pologne, selon l'agence «PAP».

Sans jamais les nommer, l'ancien chef des maquis communistes de la seconde guerre mondiale les a cloués au pilori. «Les

adversaires acharnés de la réalité, animés par leur haine envers le socialisme, n'ont pas le droit de participer à la remise en ordre de la vie socio-économique (en Pologne)», a-t-il déclaré. «Leur cécité est si grande qu'ils ont perdu la retenue dont fait preuve toute personne pondérée», a-t-il ajouté.

Le Zbowid, avec ses 640.000 membres, apporte son «soutien à tout ce qui est progressiste, noble, et va dans le sens de temps nouveaux», a encore affirmé le général, président de la Chambre suprême de contrôle (NIK).

Quoi qu'il en soit, la position du gouvernement de Jozef Piskorski apparaît de plus en plus fragile, les appels à la négociation avec Solidarité prenant de plus en plus la forme d'un désaveu infligé au pouvoir exécutif.

# Entre Washington et la Havane, rien de nouveau

LA HAVANE (AFP) — Des contacts entre Cuba et les Etats-Unis ont échoué récemment sur les conditions de retour dans l'île des réfugiés jugés «indésirables» par Washington, a-t-on appris de sources diplomatiques dans la capitale cubaine.

Le principe d'une émigration annuelle aux Etats-Unis de 20.000 Cubains aurait été retenu lors de cette seconde série de négociations, consécutive à de premiers entretiens les 22 et 23 décembre aux Etats-Unis, et qui a été suspendue sans avoir débouché sur un accord formel, indique-t-on de mêmes sources.

Une certaine détente avait été enregistrée entre les Etats-Unis et Cuba après la décision prise le 26 septembre 1980 par le gouvernement de M. Fidel Castro de mettre fin au pont maritime «sauvage» entre le port cubain

de Mariel et la Floride. En cinq mois, 125.000 ressortissants de l'île avaient pu gagner Miami par bateau.

Comme preuve de sa bonne volonté, La Havane avait amnistié et libéré 30 Américains détenus dans les prisons cubaines, et extradé deux auteurs d'un détournement d'avion entre la Floride et Cuba. De son côté, Washington avait mis une sourdine à ses attaques contre le régime cubain, alors que le FBI procédait le 17 janvier à l'arrestation de 7 terroristes anti-castristes, prêts à réaliser un débarquement à Cuba à bord d'un bateau rempli d'armes.

En dépit de l'annonce de la création à Cuba de nouvelles milices territoriales destinées à faire face aux menaces de blocus naval agitées par Ronald Reagan durant sa campagne électorale, on semble disposé à

La Havane à poursuivre l'exploration d'un consensus sur les thèmes débattus lors des deux récentes entrevues.

La plus grande discrétion a été maintenue par les deux parties sur les points abordés, qui seront de nouveau mis à l'étude lors d'une prochaine série de discussions, dont la date n'a pas été fixée. Sa tenue témoignerait à l'évidence de la disposition de la nouvelle administration américaine de poursuivre ou non avec Cuba la politique des «petits pas».

Lors des dernières conversations, chacun des deux interlocuteurs, bien que semblant être d'accord sur le principe du retour à Cuba de certains émigrés jugés «indésirables», aurait souhaité avoir le contrôle de la liste des droits communs — de l'ordre de 2.000 — susceptibles d'être rapatriés.

## «SOLIDARITÉ» À MONTRÉAL

# En Pologne, la lutte est pour un système toujours plus humain

Premiers dirigeants du mouvement syndical «Solidarité» à visiter l'Amérique. Jan Bojek et Alfred Brzezinka, deux mineurs de fond dans les charbonnages de Silésie, élus tous les deux «délégués principaux» des syndicats de

PIERRE VENNAT

leurs mines respectives, ce qui correspond à président de syndicat local ici, ne craignent pas une intervention soviétique en Pologne.

Bojek et Brzezinka, qui sont venus au Québec à l'invitation des mineurs de la Noranda et de la Fédération de la métallurgie et des mines de la CSN, ont, hier après-midi lors d'une conférence de presse au siège social de la CSN, tout comme ils l'avaient fait en fin de semaine à Rouyn, en Abitibi, continué de dramatiser les événements de Pologne. Pour eux, qui sont à la tête tous les deux d'un syndicat de 8.000 membres, les Soviétiques sont des «travailleurs». Il serait donc improbable que des «travailleurs» se retournent contre d'autres «travailleurs».

Ils ne craignent même pas les «travailleurs soldats» (i.e. les militaires), puisque, selon eux, soldats polonais et soldats soviétiques faisant ensemble le même serment d'allégeance, ils obéissent aux mêmes idéaux.

Aucun rappel des événements de Hongrie ou de Prague ne pourra les faire changer d'idée; la crise en Pologne, ont-ils répété à multiples reprises depuis vendredi dernier est suscitée par une volonté «d'épuration» de l'intérieur, bref une campagne pour se débarrasser d'une «clique» au pouvoir (c'est le terme employé par l'interprète) qui faussait le

sens du socialisme ou s'en emparait pour leurs fins personnelles. Contre ces dirigeants passés (et également les bureaucrates ou hauts fonctionnaires encore en place), ils en ont beaucoup, mais non contre le socialisme.

D'ailleurs, dans leur esprit, «socialisme» et «christianisme» vont de pair, les deux luttant pour la liberté de l'homme.

Ce n'est donc pas le socialisme qu'il faut combattre mais ceux qui l'ont détourné de son sens, en le rendant «inhumain». Le «communisme»? Selon eux, il n'y en aurait pas en Pologne, seulement un parti «socialiste» et «ouvrier». Ce seraient les dirigeants du parti qui auraient usé le mot «communisme» auxquels, quant à eux, ils ne croient pas.

Mais ils ne croient pas non plus à «l'antimarxisme», refusent de croire à un mouvement en ce sens comme le laissent entendre les médias d'hier en parlant des étudiants d'universités.

Même chose pour le parti unique: ce n'est pas, selon eux, une atteinte à la démocratie, d'autant plus qu'en plus du parti socialiste ouvrier, il y aurait des groupuscules, «sans influence» selon eux.

Bien sûr le parti, et surtout ses dirigeants, ne répond pas actuellement à leurs aspirations. Mais ce n'est pas une raison, selon eux, pour en créer un deuxième.

En effet, un parti «ouvrier» et «socialiste» devrait être «humain», conçu «pour l'homme». S'il ne l'est pas, c'est que ses dirigeants ont besoin d'être changés.

Aujourd'hui, ils assisteront au match des Nordiques de Québec, quitteront le pays samedi pour arriver à Varsovie dimanche.

# Nabavi accuse Bani-Sadr de s'aligner avec Carter et de miner la Révolution

d'après Reuter, AFP et UPI

Behzad Nabavi, qui fut le principal négociateur iranien dans le dossier des otages américains, a accusé hier les critiques du gouvernement de vouloir transformer une victoire en défaite et de s'aligner sur la position de l'ancien président Carter.

«Après la libération des otages, seulement deux journaux au monde, tous deux iraniens, ont critiqué ce que l'Iran a retiré de l'accord d'Alger», a-t-il dit.

Les deux journaux visés par Nabavi sont Mizan, de l'ancien premier ministre Mehdi Bazargan et Revolution islamique, du président Abolhassan Bani-Sadr.

Pour lui, les responsables de ces journaux se livrent en fait à un règlement de compte contre le gouvernement et cherchent à faire régner un climat de pessimisme dans le pays, au lieu de «penser à l'intérêt général du pays et de la Révolution».

Cette critique du ministre chargé des Affaires exécutives survient au lendemain de la contre-attaque lancée au Parlement par le premier ministre Radjai qui a soutenu que «les Etats-Unis furent contraints de dégeler les avoirs iraniens pour libérer les otages parce que leurs menaces militaires et leurs sanctions économiques furent un échec».

Deposant le texte de l'accord d'Alger devant le Majlis, Radjai avait par ailleurs soutenu que les problèmes de l'Iran découlaient de deux années de Révolution et non de la prise d'otages.

«Toutes les révolutions à travers l'histoire ont suscité des sanctions économiques, l'isolement politique et même des interventions militaires ou des guerres», avait affirmé Radjai, en soulignant que l'Iran ne faisait pas exception à cette règle.

De son côté, Ahmad Azizi, porte-parole de la Commission sur les otages, a déclaré hier que l'Iran avait déjà reçu 82,7 milliards en liquide, qu'il recevrait 81,4 milliard dans un mois et 82,2 milliards dans six mois.

Quant au reste des avoirs iraniens gelés aux Etats-Unis, Azizi a déclaré qu'il serait soumis à arbitrage. Il a estimé cette dernière somme entre un et quatre milliards de dollars.

Interrogé sur un éventuel refus de l'administration Reagan d'honorer l'accord d'Alger, Nabavi a pour sa part répondu: «Nous nous attendons à tout avec les Etats-Unis. S'ils ne tiennent pas leurs engagements, ce sera excellent pour nous car nous serons à même de montrer au monde ce que nous voulions dire dès le début».

Sur l'avenir des relations avec les Etats-Unis, Nabavi a affirmé que les rapports économiques et commerciaux irano-américains ne seront jamais plus ce qu'ils étaient auparavant.

Répliquant à l'accusation du président Bani-Sadr selon laquelle il fut tenu à l'écart des négociations sur la question des otages durant la dernière semaine, Nabavi a affirmé que le chef de l'Etat, comme l'imam Khomeiny et les députés, avaient été tenus pleinement au courant des pourparlers du début à la fin.

# Conversion par l'Iran d'une partie de ses anciens avoirs

D'après AFP

L'Iran a déjà procédé à la conversion en d'autres devises d'une «certaine» partie des avoirs bloqués aux Etats-Unis qui lui ont été remis mardi dernier dans le cadre de l'accord d'Alger, a affirmé hier le Wall Street Journal.

Le quotidien cite un fonctionnaire de la Banque centrale d'Iran, M. P. Mameghani, qu'il a pu joindre par téléphone à Téhéran. M. Mameghani s'est borné à préciser, selon le quotidien, que ces conversions avaient eu pour but de régler des dettes commerciales.

Il a affirmé d'autre part que «les réserves de changes de l'Iran sont très satisfaisantes» et indique qu'il ne prévoyait pas une reprise de relations normales avec les banques américaines. «Nous n'avons rien à faire avec les Etats-Unis», a-t-il ajouté.

Par ailleurs, l'Iran a fait appel de la décision d'un tribunal fédéral autorisant la Bank of America à surseoir au transfert de 891 millions d'intérêts attachés aux avoirs iraniens débloqués dans le cadre de l'accord d'Alger, a-t-on appris hier de source judiciaire.

Les avocats de l'Iran ont estimé que l'arrêt dans ce sens rendu le 21 janvier par un juge de

San Francisco violait l'ordre de transfert de fonds décrété par le président Carter à la veille de la libération des otages.

Conformément à l'accord d'Alger, la Bank of America a débloqué 82,1 milliards d'avoirs iraniens auxquels elle affirme avoir appliqué un taux d'intérêt négocié avec l'Iran avant la prise d'otages.

Les différends qui ne pourront être réglés par les deux parties seront soumis, conformément à l'accord irano-américain, à une instance d'arbitrage internationale.

Enfin, selon le vice-ministre iranien de l'Economie, Mohsen Nourbakhth, le gouvernement iranien a eu raison de payer ses dettes aux banques américaines dans le cadre des accords d'Alger.

Dans un article publié par le journal Kayhan, M. Nourbakhth souligne que ce remboursement a assuré l'indépendance de l'Iran vis-à-vis des Etats-Unis et lui a aussi épargné de verser des intérêts supplémentaires sur les emprunts effectués.

Le vice-ministre écrit que même si la fortune de l'ex-chah n'a pas été restituée à l'Iran, il était important pour le pays que les Etats-Unis acceptent l'ouverture de procédures légales pour aider à localiser cette fortune.



## Magnifiques sacs en cuir véritable!

35<sup>99</sup> ch.



A. Fourre-tout à double poignée et fermeture à glissière. Pochette intérieure à glissière et diviseur. Marine, ivoire, taupe ou noir.



B. Sac vagabond avec bandoulière, fermoir à pression et pochette intérieure à glissière. Taupe, ivoire, marine ou noir.



C. Fourre-tout à double poignée avec deux compartiments à l'extérieur et fermeture à glissière. Cognac, naturel, bourgogne ou noir.



D. Sac à bandoulière avec fermeture à deux glissières et un fermoir à pression. Naturel, taupe, bourgogne ou noir.

Téléphoner à 842-6261 (région de Montréal), Rayon 210, rez-de-chaussée, centre-ville et dans toutes les succursales.

# La solidarité par les pétrodollars

■ TAEF (AFP) — A coups de milliards de dollars, les Etats pétroliers du Golfe persique réalisent peu à peu, à l'occasion du 3e sommet islamique, une solidarité qu'on cherche encore vainement en matière politique.

Après l'Arabie Saoudite, qui a offert, dans la nuit de lundi à mardi, un milliard de dollars à la Banque islamique de développement, l'Union des emirats arabes a annoncé, hier, qu'elle soutenait l'effort saoudien et participerait également à l'opération qui vise à tripler d'un seul coup le capital de la banque.

Sur le plan économique, l'opération apparaît comme formidable. On murmure, dans les couloirs du sommet, que les sommes en jeu équivaldront à peu près à celles transférées des Etats-Unis à l'Iran à l'occasion de la libération des otages américains.

Les Saoudiens et, dans leur sillage, les Etats du Golfe, mettent tout en oeuvre financièrement pour faire de la réunion de La Mecque un succès. Dans la déclaration d'inspiration vraisemblablement saoudienne qui doit être adoptée par les chefs d'Etat, l'UMMA Islamique (la communauté) affirme en effet: «Nous proclamons notre détermination à combattre la pauvreté dans les pays islamiques».

La Banque islamique de développement est l'instrument essentiel de cette solidarité. Créée en 1975, la banque a financé depuis cette date des opérations pour un montant d'un milliard et demi de dollars environ dans 36 pays-membres de la Conférence islamique.

Pour les pays pauvres (sept des membres de l'organisation sont classés comme les plus démunis du monde par les Nations unies), les prêts de la banque ont l'avantage d'être sans intérêt.

Le geste saoudien ne peut que renforcer l'attache grandissante entre l'organisation et les pays africains, estimait ainsi hier un délégué. C'est auprès des pays détenteurs de pétrodollars que les pays d'Afrique noire, et notamment ceux du Sahel, trouvent un complément indispensable à leur survie financière assurée médiocrement par les pays industriels et la Banque mondiale, précisait ce délégué.

Plus que la cohésion politique, qui fait encore cruellement défaut au monde islamique, c'est sur la cohésion économique et financière que certains pays arabes paraissent miser. Un pays comme l'Arabie saoudite consacre d'ailleurs annuellement 7 p. cent de ses ressources à l'aide au développement du Tiers monde, soit plus que n'importe quel Etat industrialisé.

## AU SOMMET ISLAMIQUE DE TAËF

# Unanimité sur Jérusalem

d'après AP, AFP et Reuter

■ Israël et l'Union soviétique sont tous deux sur la sellette au sommet islamique de Taëf, mais si l'occupation soviétique de l'Afghanistan, tout comme d'ailleurs la guerre Iran-Irak, divise les 42 pays membres, ceux-ci font l'unanimité autour de la question de Palestine et de Jérusalem.

Au lendemain de la proposition saoudienne de créer un Fonds de développement de \$3 milliards pour les pays islamiques, un deuxième succès du sommet a été ainsi hier l'adoption des recommandations du Comité al-Qods (Jérusalem) prévoyant la libération de la ville par «la mobilisation de toutes les ressources, y compris le pétrole».

### La Dihad

Le roi Hassan II, du Maroc, président du comité, a parlé carrément d'une dihid, ou guerre sainte, mais il a bien pris soin de préciser qu'elle serait «morale et matérielle» et non pas militaire.

Le projet adopté prévoit un boycottage économique total d'Israël et de tout pays reconnaissant la décision d'Israël d'annexer la partie arabe de Jérusalem et de faire de la ville sainte «la capitale éternelle et indivisible» de l'Etat hébreu.

Au lendemain de la décision israélienne, 13 Etats européens et latino-américains, menacés par un embargo pétrolier arabe, avaient démenagé leurs ambassades de Jérusalem à Tel Aviv. Le projet prévoit aussi que le

peuple arabe palestinien doit pouvoir décider de son sort et de sa souveraineté sur sa terre, sous la conduite de l'OLP, son unique représentant légitime, dont les besoins militaires seront satisfaits en coordination avec les pays arabes dits «du champ de bataille».

La Turquie, l'un des rares pays musulmans ayant encore des relations diplomatiques avec Israël, a approuvé les recommandations par la voix de son premier ministre, Bulent Ulusu, qui a déclaré que «toute paix est impossible tant que les sionistes occuperont la Palestine et refuseront aux Palestiniens le droit à l'autodétermination. L'Afghanistan

Par ailleurs, un projet de résolution circule sur l'Afghanistan, prévoyant un appel au retrait des troupes soviétiques, une offre de soutien à la Résistance afghane et une affirmation du droit du peuple afghan à choisir son propre gouvernement.

Ce texte reflète avant tout la position de l'Arabie saoudite et des emirats conservateurs alors que des Etats comme la Syrie et le Sud-Yémen, qui sont liés par traités avec l'URSS, tentent d'empêcher tout débat sur le problème.

L'Afghanistan est suspendu de l'Organisation de la conférence islamique depuis l'installation du régime Karmal par les troupes soviétiques à Kaboul, et hier, un représentant de la Résistance afghane a pris la parole au sommet pour demander aux par-

ticipants de «rompre leurs relations économiques et diplomatiques avec l'URSS».

La guerre Irak-Iran, principale source de conflit au sein du monde islamique et grave menace à la stabilité dans le Golfe, constitue une autre pomme de discorde.

### Complication

L'Iran boycotte le sommet en l'accusant de cautionner l'agression irakienne au lieu de la dénoncer et, nouvel élément de complication, il a été annoncé hier que la prochaine conférence des ministres islamiques des

Affaires étrangères se tiendra à Bagdad, en mai.

Au sommet même, les chefs d'Etat ont renoncé à envoyer une nouvelle mission à Téhéran et s'efforcent désormais de définir le cadre de futures négociations, l'OLP proposant la création d'un «organisme tampon» dans le Shatt-al-Arab.

Le secrétaire-général de l'ONU Kurt Waldheim, qui a remis hier au roi Khaled la médaille d'or de l'ONU, a eu un long entretien avec le président irakien Saddam Hussein. Celui-ci devait prendre la parole en soirée devant le sommet.

## Qu'est-ce que l'OCI ?

■ PARIS (AFP) — L'Organisation de la conférence islamique (OCI), organisatrice du 3e sommet des pays musulmans à La Mecque, est une institution permanente dont le siège est à Djeddah (Arabie Saoudite).

Constituée en 1969 à Rabat, à la suite de l'incendie criminel de la mosquée al-Aksa de Jérusalem, elle représente plus de 700 millions de musulmans dans le monde, et groupe 42 membres, dont 20 Africains, 13 Moyen-Orientaux et 7 Asiatiques.

La participation à l'Organisation de l'Egypte (depuis les accords de Camp David) et de l'Afghanistan (depuis l'intervention

soviétique) est suspendue. Le Nigeria et la partie turque de Chypre ont le statut d'observateur, de même que de nombreuses organisations comme les Nations unies et l'Organisation de l'unité africaine (OUA).

Le secrétariat de l'organisation est dirigé depuis 1979 par Habib Chatti, ancien ministre tunisien des Affaires étrangères, assisté par trois secrétaires généraux adjoints.

Les sommets de chefs d'Etat, instance supprimée de l'organisation, ne sont convoqués que lorsque l'intérêt de la nation musulmane l'exige.

De nombreux organismes dépendent de la conférence islamique. Les plus importants sont le Comité al-Qods pour la libération de Jérusalem, la Banque islamique du développement (BID), et le Front de solidarité islamique.

## ÉDUCATION PERMANENTE



**CEGEP DU VIEUX MONTRÉAL**  
225 EST, RUE ONTARIO H2X 3M8

**284-7300**

**COURS CULTURELS**  
SESSION HIVER 1981

- ARTS:**
- Broderie d'art
  - Broderie japonaise
  - Décoration intérieure I et II
  - Le fléché
  - Peinture à l'huile
  - Photo, laboratoire I et II
  - Photo, prise de vue I et II
  - Vitrail I, II et III

**SCIENCES PARA-PSYCHOLOGIQUES:**

- Astrologie I, II, III
- Croissance personnelle; analyse transactionnelle et gestalt.
- Dynamique de croissance psychique et spirituelle.
- Initiation au taro I et II.
- Initiation aux lois spirituelles et aux sciences ésotériques.

**DIVERS:**

- Connaissance des vins et spiritueux.
- Lecture rapide.
- Mycologie I et II.

**INSCRIPTION:** Les 3 et 4 février, 17h30 à 19h30

**JE M'INSCRIS MAINTENANT...**

dépliant disponible au  
registrariat, local A 5.56

**AU CENTRE-VILLE**  
près des métros Berri-DeMontigny,  
Saint-Laurent et Sherbrooke



**ça s'en vient... dans**

**la presse**

## LES CAHIERS suivants:

- PROMOTION DU LYS ..... 1 page
- LES ÉDITIONS FRANÇAISES 1 page
- SIMPSONS ..... 56 pages
- K-MART ..... 12 pages

**SAMEDI 31 JANVIER**

Né manquez pas de voir aussi Télé-Presse, les cahiers Arts et Spectacles, Carrières et Professions et Vacances-Voyages.



# Solde de chaussures Naturalizer!

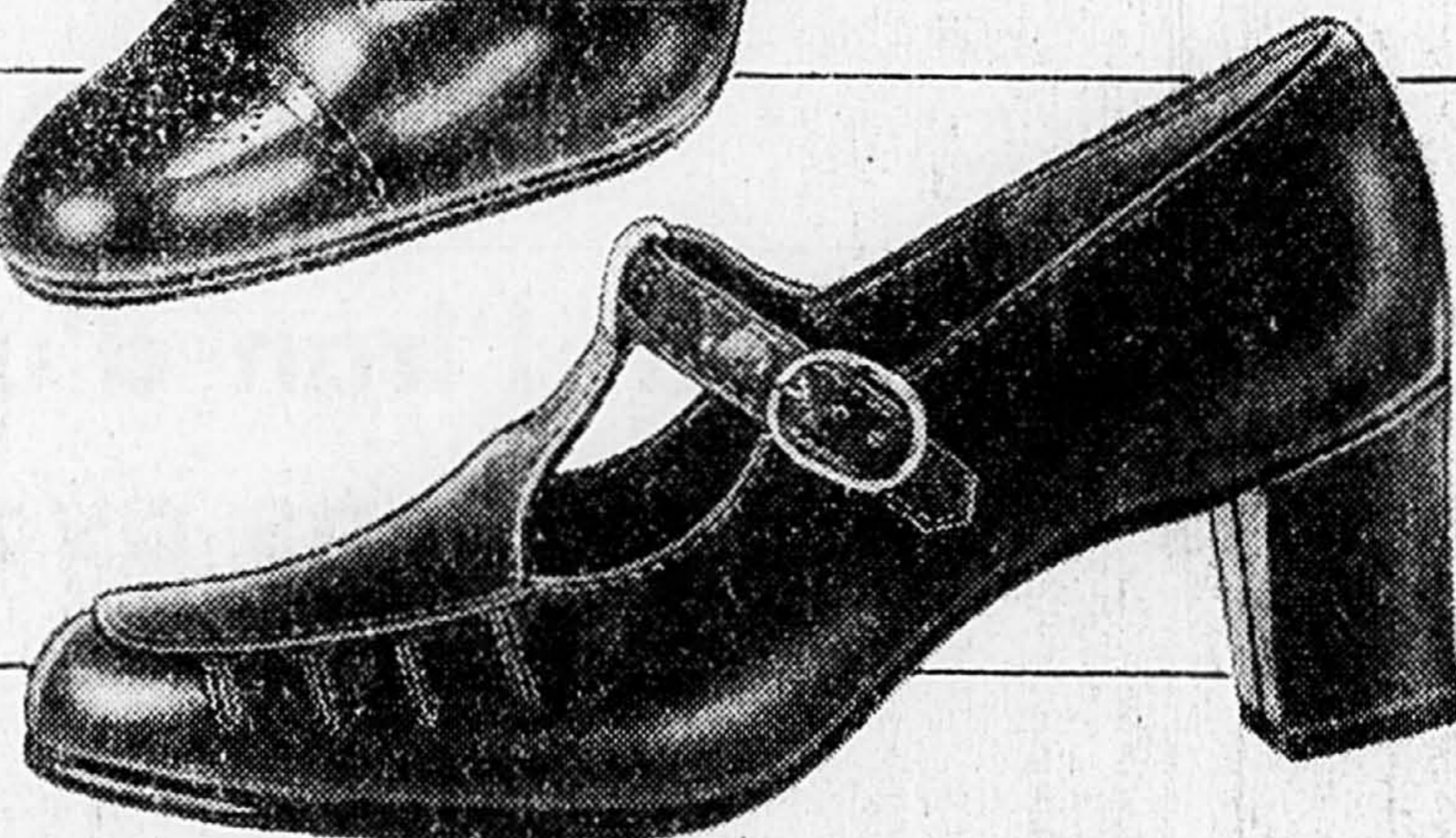
Faites votre choix entre trois attrayants modèles, tous offerts à un seul fabuleux bas prix! Venez en essayer quelques paires; vous en aimerez l'allure, le confort... et le bas prix! Vous serez joliment chaussée... et à bon compte!



A. «Pam», escarpin uni à l'aspect du cuir verni, ton noir. Choix de pointures.



B. «Cheryl», chaussure à pointe et talon fermés avec bride à la cheville. Noir ou brun. Choix de pointures.



C. «Lisbon», chaussure à talon bas, fermée à la pointe et au talon, bride en T. Noir ou brun. Choix de pointures.

# 22.99

Achats en magasin seulement.

Rayon 262, au troisième, centre-ville et dans toutes les succursales, sauf Chicoutimi.

CENTRE-VILLE  
281-4422

BOULEVARD  
728-4571

DORVAL  
631-6741

ROCKLAND  
739-5521

CENTRE LAVAL  
688-8970

PLACE VERSAILLES  
354-6470

PLACE VERTU  
332-4550

ST-BRUNO  
653-4455

CHICOUTIMI  
545-3160

CENTRE-VILLE du lundi au mercredi, de 10h à 18h  
les jeudis et vendredis, de 10h à 21h  
le samedi, de 9h à 17h

SUCCURSALES du lundi au mercredi, de 9h30 à 18h  
les jeudis et vendredis, de 9h30 à 21h  
le samedi, de 9h à 17h

CHICOUTIMI du lundi au mercredi, de 9h30 à 17h30  
les jeudis et vendredis, de 9h30 à 21h  
le samedi, de 9h à 17h



# Solde de vêtements de ski High Sierra!



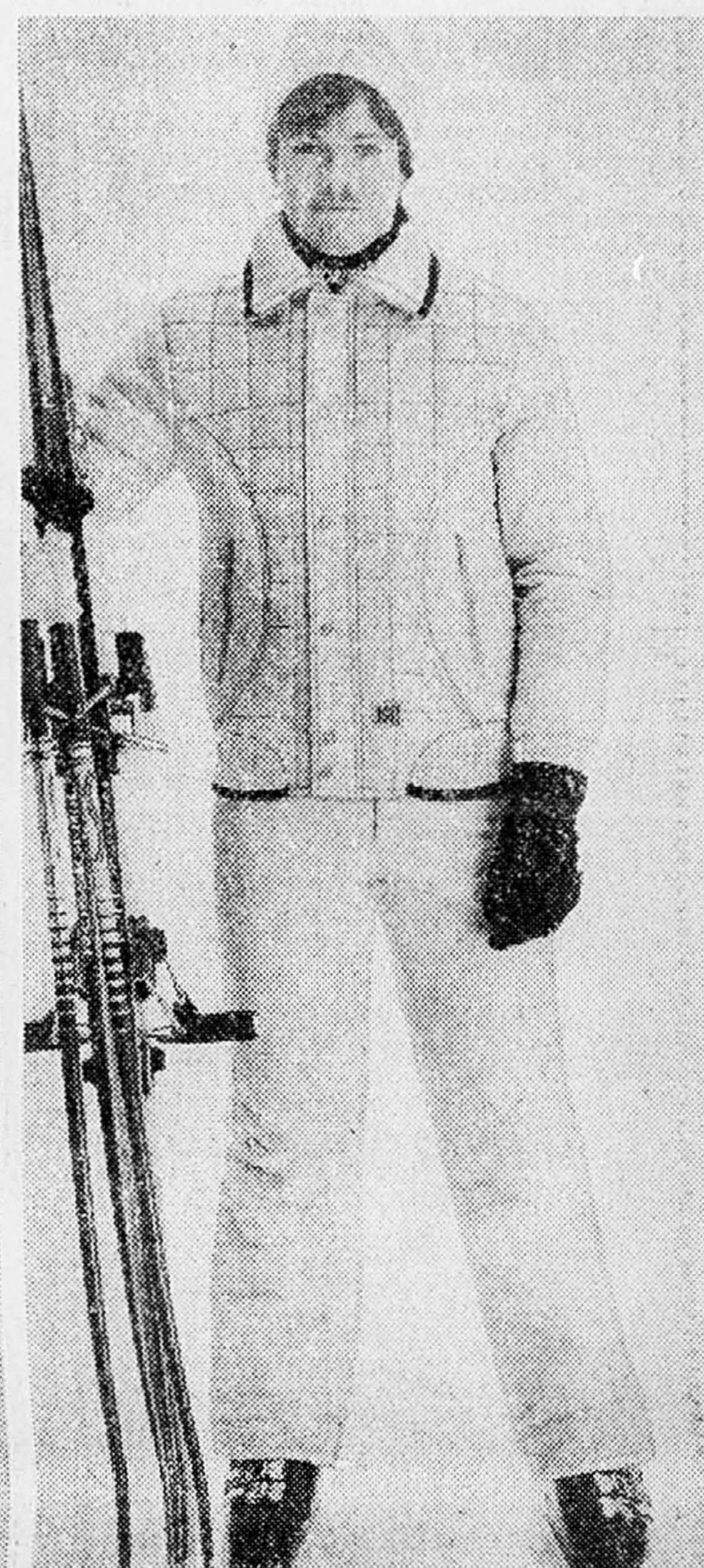
**A. Ensemble 3 pièces pour dames.** Fonctionnel et élégant, comprenant veste, gilet et pantalon-salopette. 100% nylon. Bourre 100% polyester. Bourgogne ou champagne. Tailles 8-10-12-14.



**B. Ensemble 2 pièces pour dames.** Veste-blouson à glissière et pantalon-salopette. Extérieur en pur coton, bourre 100% polyester et doublure 100% nylon. Crème, marine ou rouge. Tailles 8-10-12-14.



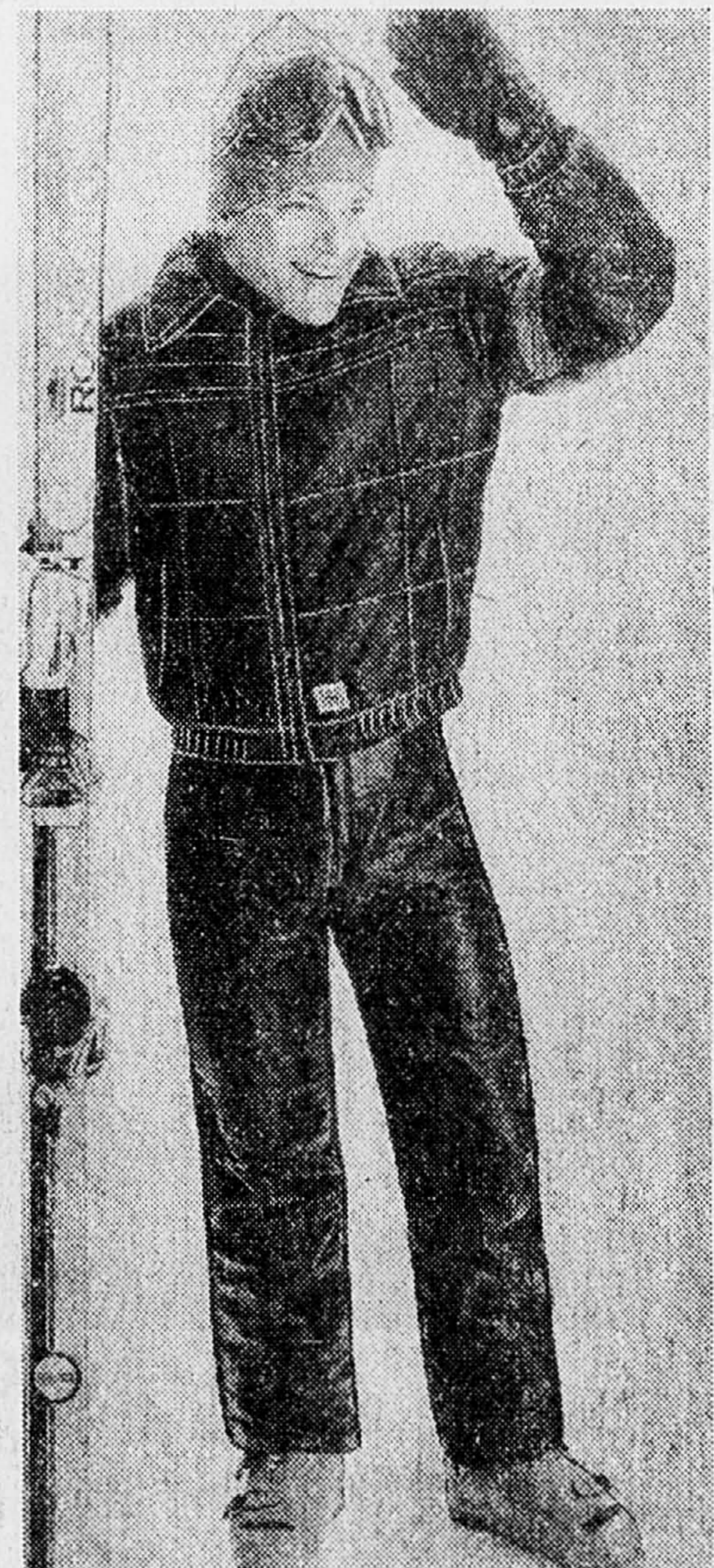
**C. Ensemble 2 pièces pour dames.** Veste-blouson réversible à glissière, velours côtelé matelassé d'un côté et polyester/coton de l'autre. Bourre 100% polyester. Bleu/marine ou beige/brun. Tailles 8-10-12-14.



**D. Ensemble 2 pièces pour hommes.** Veste-blouson à glissière avec col en tricot acrylique et pantalon-salopette. Extérieur 100% nylon avec bourre 100% polyester. Gris ou marine. Tailles 36-38-40-42.



**E. Ensemble 2 pièces pour hommes.** Veste-blouson à glissière et pantalon-salopette. Extérieur 100% nylon avec bourre 100% polyester. Noir ou marine. Tailles 36-38-40-42.



**F. Ensemble 2 pièces pour hommes.** Veste-blouson à glissière et pantalon-salopette. Extérieur 100% nylon avec bourre 100% polyester. Bourgogne ou noir. Tailles 36-38-40-42.

# 99<sup>99</sup>

l'ens.

Profitez de ce super prix et procurez-vous des vêtements chauds et élégants pour faire du ski confortablement ou pour aller jouer dehors avec beaucoup d'agrément!

## Veste-blouson pour hommes

Extérieur 100% nylon à bourre 100% polyester. Glissière devant. Marine, champagne, gris ou noir. Tailles 36-38-40-42.

# 49<sup>99</sup>

ch.

Téléphoner à 842-6261 (région de Montréal). Rayon 740, au quatrième, centre-ville et dans toutes les succursales.



**Les meilleurs prix en ville:** La Baie vous remboursera la différence si vous trouvez un de nos articles à meilleur marché ailleurs.

**CENTRE-VILLE**  
281-4422

**BOULEVARD**  
728-4571

**DORVAL**  
631-6741

**ROCKLAND**  
739-5521

**CENTRE LAVAL**  
688-8970

**PLACE VERSAILLES**  
354-8470

**PLACE VERTU**  
332-4550

**ST-BRUNO**  
653-4455

**CHICOUTIMI**  
545-3160

CENTRE-VILLE: du lundi au mercredi, de 10h à 18h  
les jeudis et vendredis, de 10h à 21h  
le samedi, de 9h à 17h

SUCCURSALES: du lundi au mercredi, de 9h30 à 18h  
les jeudis et vendredis, de 9h30 à 21h  
le samedi, de 9h à 17h

CHICOUTIMI: du lundi au mercredi, de 9h30 à 17h30  
les jeudis et vendredis, de 9h30 à 21h  
le samedi, de 9h à 17h

# CONSTITUTION ET DÉVELOPPEMENT D'HYDRO-QUÉBEC

## Deux commissions parlementaires à la télé

■ QUÉBEC — Les travaux des commissions parlementaires sur la Constitution (3, 4 et 5 février prochains) et sur le plan d'équipement et de développement d'Hydro (24, 25 et 26 février) seront télédiffusés.

**PIERRE VINCENT**  
(de notre bureau de Québec)

Ainsi en a décidé le président de l'Assemblée nationale, M. Claude Vaillancourt, pour faire suite à une recommandation controversée que le leader du gouvernement, M. Claude Charron, a faite, hier, en ce sens, à la Commission permanente de l'Assemblée nationale. La motion a été adoptée à la majorité des voix: sept Péquiste et un Unioniste ont voté en faveur de la télédiffusion, à titre expérimental, de ces deux commissions, alors que deux Libéraux ont voté contre la motion.

Le libéral Claude Forget, qui a combattu le plus vivement ce projet, conclut:

«Nous n'avons pas le choix, nous devons nous conformer à la décision du Président. Cela dit, nous avons fini de participer à des travaux pour discuter des modalités devant être appliquées dans le cas de la télédiffusion de commission parlementaires. Quant à nous la décision que vient de prendre le Président signifie que c'est désormais le leader du gouvernement qui a toute latitude pour choisir les commissions parlementaires qu'il fait son affaire de télédiffuser.»

Devant ses collègues de la Commission, le matin, M. Forget avait accusé le gouvernement de vouloir se servir de cet outil de l'Assemblée nationale à des fins de propagande. «On n'a pas du tout l'intention d'aider le gouvernement dans son effort de propagande», avait-il alors menacé. En après-midi, il devait cependant faire savoir, au cours d'une conversation téléphonique, que son parti ne boycotte-

rait pas les travaux de la Commission de la semaine prochaine, chargée d'étudier le projet de rapatriement unilatéral de la Constitution du gouvernement fédéral.

Il serait étonnant que les quelques dix-huit organismes ou individus qui comparaitront, la semaine prochaine, devant cette Commission, éclairent de façon

bien neuve tout le débat sur le fameux projet fédéral. Sans compter qu'on ne pourra pas, ainsi le faisait remarquer M. Forget, réécrire l'histoire des quatre derniers mois, défaire les actions qui ont été prises et ravalé les déclarations qui ont été faites, à la lumière de ce que la commission parlementaire pourrait nous révé-

ler de nouveau; à supposer que des choses nouvelles puissent en sortir.

«Donc, cette Commission, concluait-il, vient trop tard, et, parce qu'elle vient trop tard, elle devient inutile. Ce sera un non-événement sur le plan politique.»

Claude Charron a soutenu, quant à lui, qu'il est loin d'être trop tard pour donner

la parole aux citoyens et que la population est aujourd'hui bien moins apathique qu'elle n'a pu l'être en novembre, sur ce sujet. «Il suffit de se promener dans son comté, depuis quel temps, pour se rendre compte jusqu'à quel point la population du Québec a fait une volte-face sur ce sujet, elle nous pose beaucoup de

questions, elle a envie de s'informer...» Mardi prochain, au Salon rouge, la première personne que la Commission permanente de la Présidence du conseil et de la constitution entendra sera Léon Dion. Il sera suivi de l'Alliance des professeurs de Montréal, de l'Union populaire et de Me Guy Bertrand. Mercredi, défile-

ront devant les parlementaires M. Hubert Gauthier, l'Association des anglophones du Québec, le Mouvement Québec français, la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, de l'Association canadienne-française de l'Ontario, du Mouvement national des Québécois, de M. Paul O. Trépanier, de la Centrale de l'Enseignement du Québec et de M. Jacques Cameron.

recevront les mémoires de la Fédération des Travailleurs du Québec, de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, de l'Association canadienne-française de l'Ontario, du Mouvement national des Québécois, de M. Paul O. Trépanier, de la Centrale de l'Enseignement du Québec et de M. Jacques Cameron.



Francis Fox

### SUBVENTIONS À L'ENSEIGNEMENT BILINGUE

## Fox promet une légère augmentation pour 81-82

■ FREDERICTON (PC) — Le Secrétaire d'Etat, M. Francis Fox, a indiqué hier aux ministres provinciaux de l'Education que le gouvernement fédéral n'arrêtera pas avant septembre sa politique de contribution à l'enseignement bilingue au pays.

Participant à la 37e rencontre du Conseil des ministres de l'Education, M. Fox a dit que le gouvernement fédéral maintiendrait le niveau actuel de ses subventions à l'enseignement bilingue en 1980-1981 et il a promis une légère augmentation au chapitre des programmes spéciaux pour les années 1981-1982.

La subvention totale de \$140 millions aux provinces est divisée selon une formule qui tient compte des coûts de l'éducation et du nombre des inscriptions dans les écoles. Le fédéral a également prévu un montant de \$33 millions pour les projets spéciaux.

Ces montants ne sont pas fixes puisque les parties continuent de négocier. Les sommes affectées aux projets spéciaux ne représentent qu'une augmentation de \$2,6 millions sur l'entente globale de cinq ans signée par les partenaires.

#### Raison des diminutions

M. Fox impute à la politique de restrictions budgétaires les réductions dans les montants des subventions accordées pour l'enseignement bilingue.

«Il est évident que chaque pallier de gouvernement est intéressé à obtenir plus d'argent d'un autre pallier», a déclaré le ministre fédéral au cours d'une conférence de presse qui a suivi la rencontre des ministres fédéral et provinciaux.

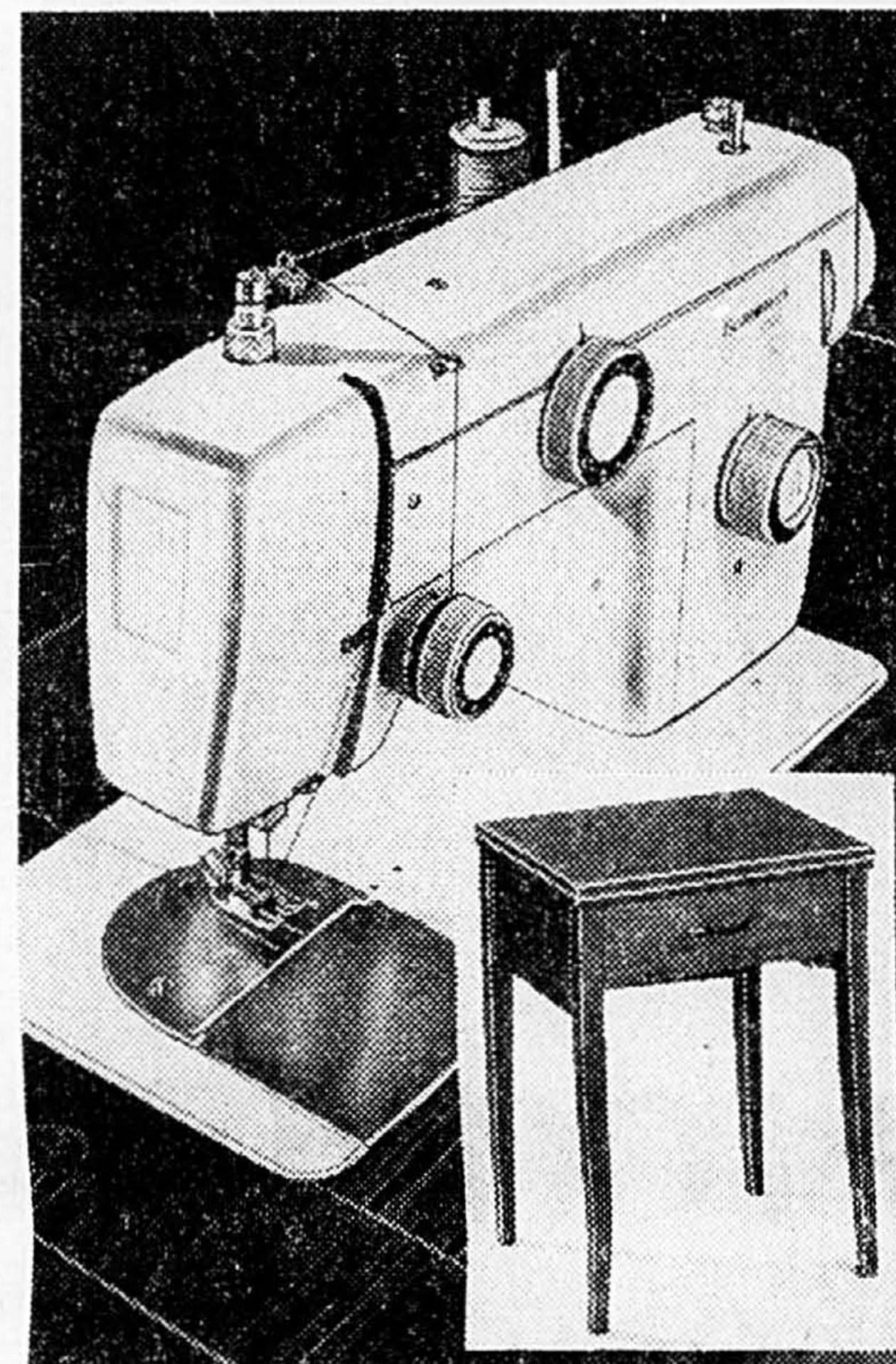
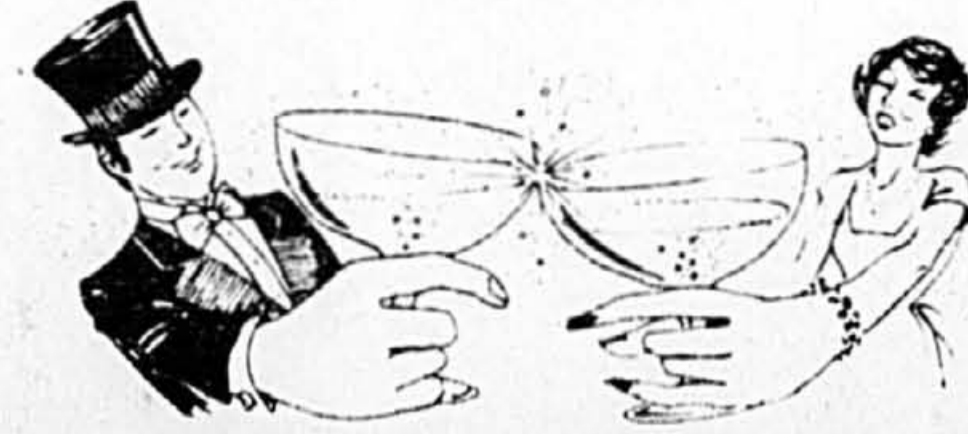
«Nous avons indiqué que nous étions intéressés à maintenir le niveau de l'aide fédérale et nous avons également manifesté notre intention d'inclure dans de nouvelles ententes, de légères augmentations de la contribution du gouvernement fédéral pour l'enseignement de la langue seconde.»

Le Conseil des ministres de l'Education et M. Fox ont convenu de nommer un comité spécial qui se chargera d'étudier l'élaboration d'une entente qui pourrait s'appliquer sur plusieurs années.

Les participants se sont donnés jusqu'en septembre 1981 pour en arriver à une entente sur tout projet quinquennal.

# Beaumarck

## ... a un an!



La Baie, ord. 199.99

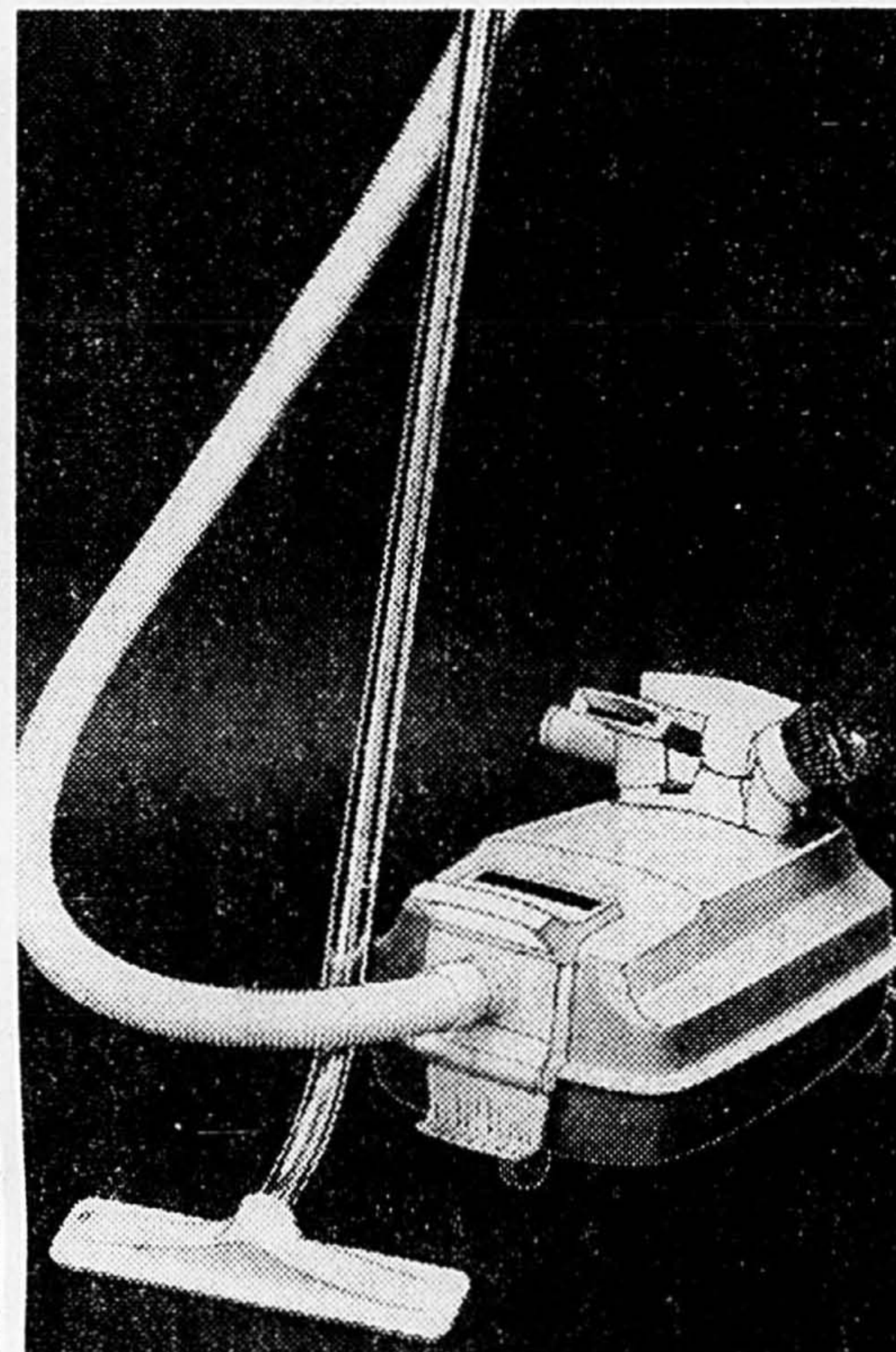
**179<sup>99</sup>** ch.

### Machine à coudre à plateau Beaumarck 2300

A. Armature en fonte d'aluminium. Choix de 7 points différents • point à 4mm de long • entraînement à griffe pour reprise • fait les boutonnières. Modèle 92300.

Meubles pour machines à coudre à plateau Beaumarck B. Convient au modèle décrit ainsi qu'à d'autres modèles Beaumarck. Modèle 91020.

La Baie, ord. 79.99 **69<sup>99</sup>** ch.

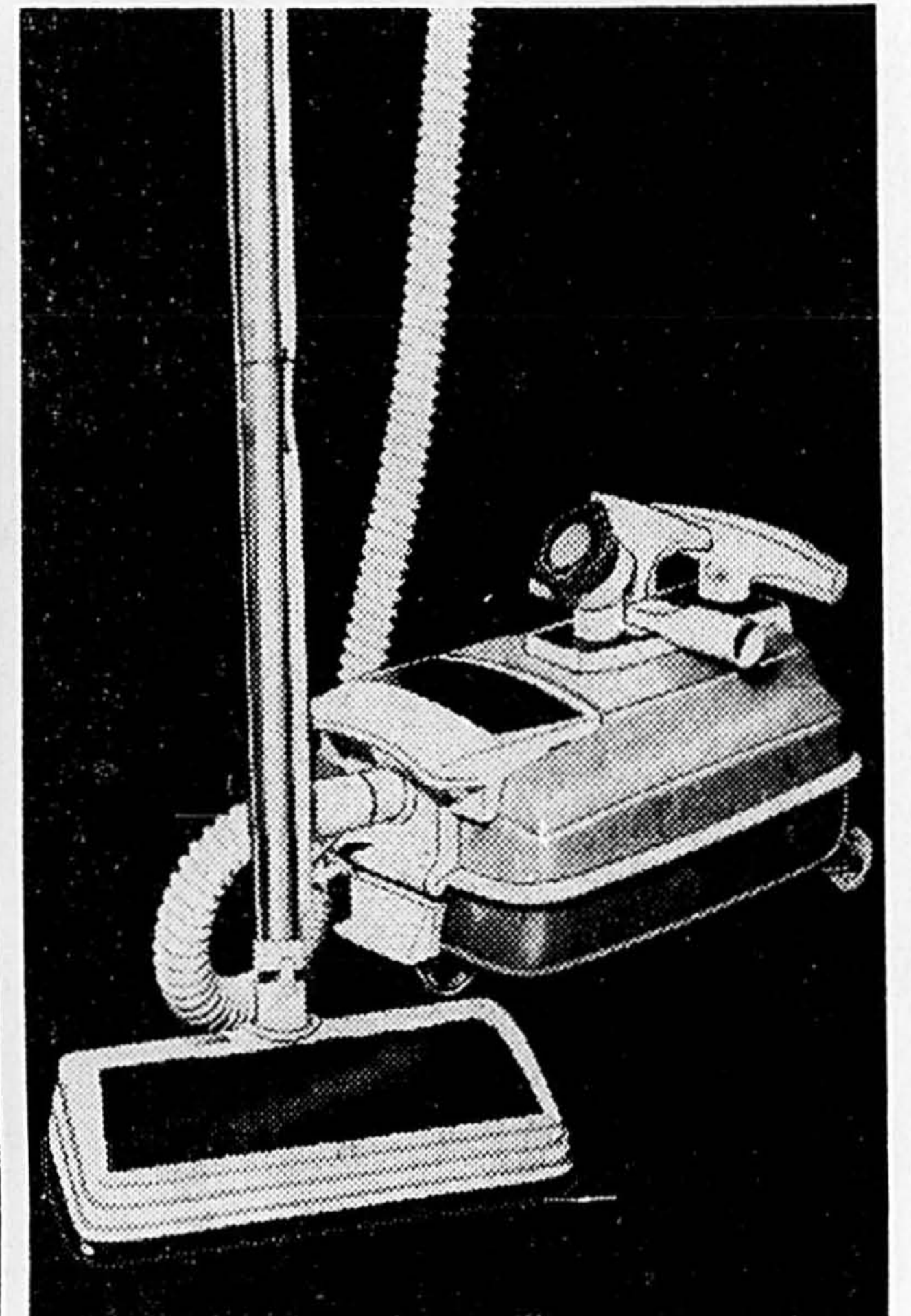


La Baie, ord. 139.99

**119<sup>99</sup>** ch.

### Aspirateur genre seau Beaumarck

C. Se range à la verticale. Avec: large interrupteur au pied • pare-choc • tuyau robuste • cordon de 18 pi • boîtier en acier matricé • tubes chromés. 5 accessoires. Modèle 97300.

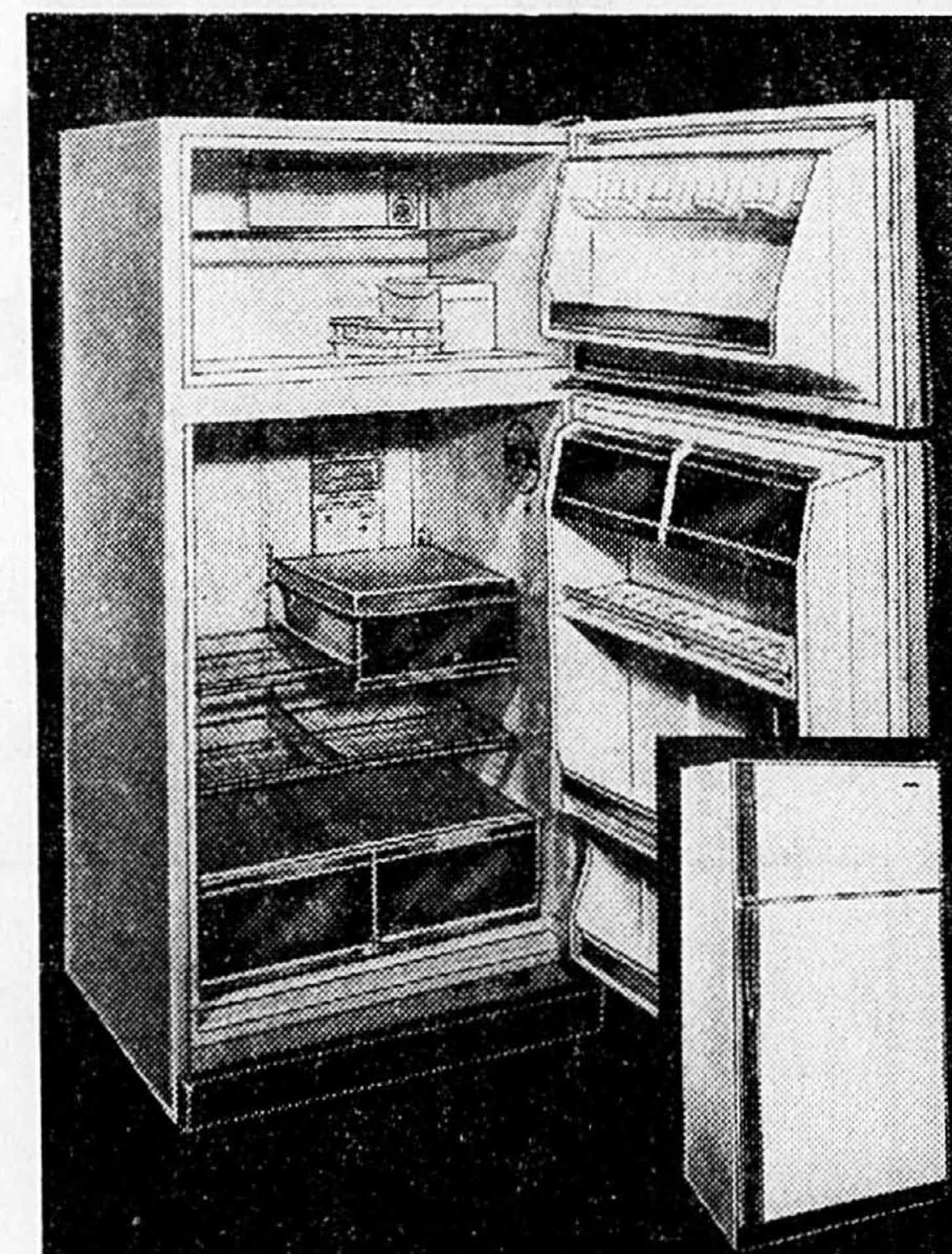


La Baie, ord. 289.99

**259<sup>99</sup>** ch.

### Aspirateur Beaumarck à tête motorisée

D. Tête motorisée munie d'une barre de battage en acier. Avec: pare-choc • cordon de 21' • 4 accessoires • réglage automatique pour tapis • brosse à barre de battage • embobinage automatique • porte-accessoires amovible. Modèle 98400.



La Baie, ord. 749.95

**679<sup>00</sup>** ch.

### Réfrigérateur sans givre 15 pi cu Beaumarck

E. Congélateur d'une capacité de 141.6 lb, muni de 2 bacs à glaçons et d'une clayette. Avec: 2 clayettes fixes et 3 en porte-à-faux • garde-viande • 2 légumes • garde-beurre réglable • garde-fromage • bacs à oeufs • montée sur 4 roulettes. 10.00 en sus pour charnière à gauche • Ton amande, jaune moisson (10.00 en sus) ou blanc. Modèle 35970.

Réfrigérateur sans givre 17 pi cu Beaumarck F. Semblable au précédent. Modèle 37970.

La Baie, ord. 779.95 **749<sup>00</sup>** ch.



La Baie, ord. 459.95

**429<sup>00</sup>** ch.

### Lave-vaisselle à encastrer Beaumarck

G. Modèle à 5 cycles avec réglages pour casseroles, lavage normal, court, rinçage/attente et chauffe-plat. Avec: panier pleine grandeur • réglage automatique du niveau d'eau • panier à ustensiles • porte de sécurité • 3 niveaux de lavage • broyeur d'aliments mous • 2 distributeurs de détergent et 1 d'agent de rinçage. Panneaux de couleur pour assortir à votre décor. Modèle 41050.

Lave-vaisselle transformable Beaumarck H. (Hors photo). Semblable au précédent. Dessus en cerisier. Ton amande, jaune moisson, avocat (10.00 en sus) ou blanc. Modèle 40050.

La Baie, ord. 489.95 **459<sup>00</sup>** ch.

La Baie, ord. 769.95

**699<sup>00</sup>** ch.

### Cuisinière Beaumarck à four autonettoyant

J. Modèle 30" à cycle autonettoyant. Avec: tournebroche • attente, cuisson et retenue • préchauffage automatique • brunissement variable • 2 éléments de 6" et 2 de 8" • horloge à lecture directe. Ton amande, jaune moisson, avocat, café (10.00 en sus) ou blanc. Modèle 13790.

Cuisinière 30" Beaumarck K. Semblable au modèle précédent. Four facile à nettoyer. Modèle 13090.

La Baie, ord. 569.95 **509<sup>00</sup>** ch.



Téléphoner à 842-6261 (région de Montréal). Rayon 627, au quatrième, centre-ville et dans toutes les succursales.



### Les meilleurs prix en ville

La Baie vous remboursera la différence si vous trouvez un de nos articles à meilleur marché ailleurs.

|                          |                       |                    |                      |                          |                              |                         |                      |                        |
|--------------------------|-----------------------|--------------------|----------------------|--------------------------|------------------------------|-------------------------|----------------------|------------------------|
| CENTRE-VILLE<br>281-4422 | BOULEVARD<br>728-4571 | DORVAL<br>631-6741 | ROCKLAND<br>739-5521 | CENTRE LAVAL<br>688-8970 | PLACE VERSAILLES<br>354-8470 | PLACE VERTU<br>332-4550 | ST-BRUNO<br>653-4455 | CHICOUTIMI<br>545-3160 |
|--------------------------|-----------------------|--------------------|----------------------|--------------------------|------------------------------|-------------------------|----------------------|------------------------|

CENTRE-VILLE: du lundi au mercredi, de 10h à 18h  
les jeudis et vendredis, de 10h à 21h  
le samedi, de 9h à 17h

SUCCURSALES: du lundi au mercredi, de 9h30 à 18h  
les jeudis et vendredis, de 9h30 à 21h  
le samedi, de 9h à 17h

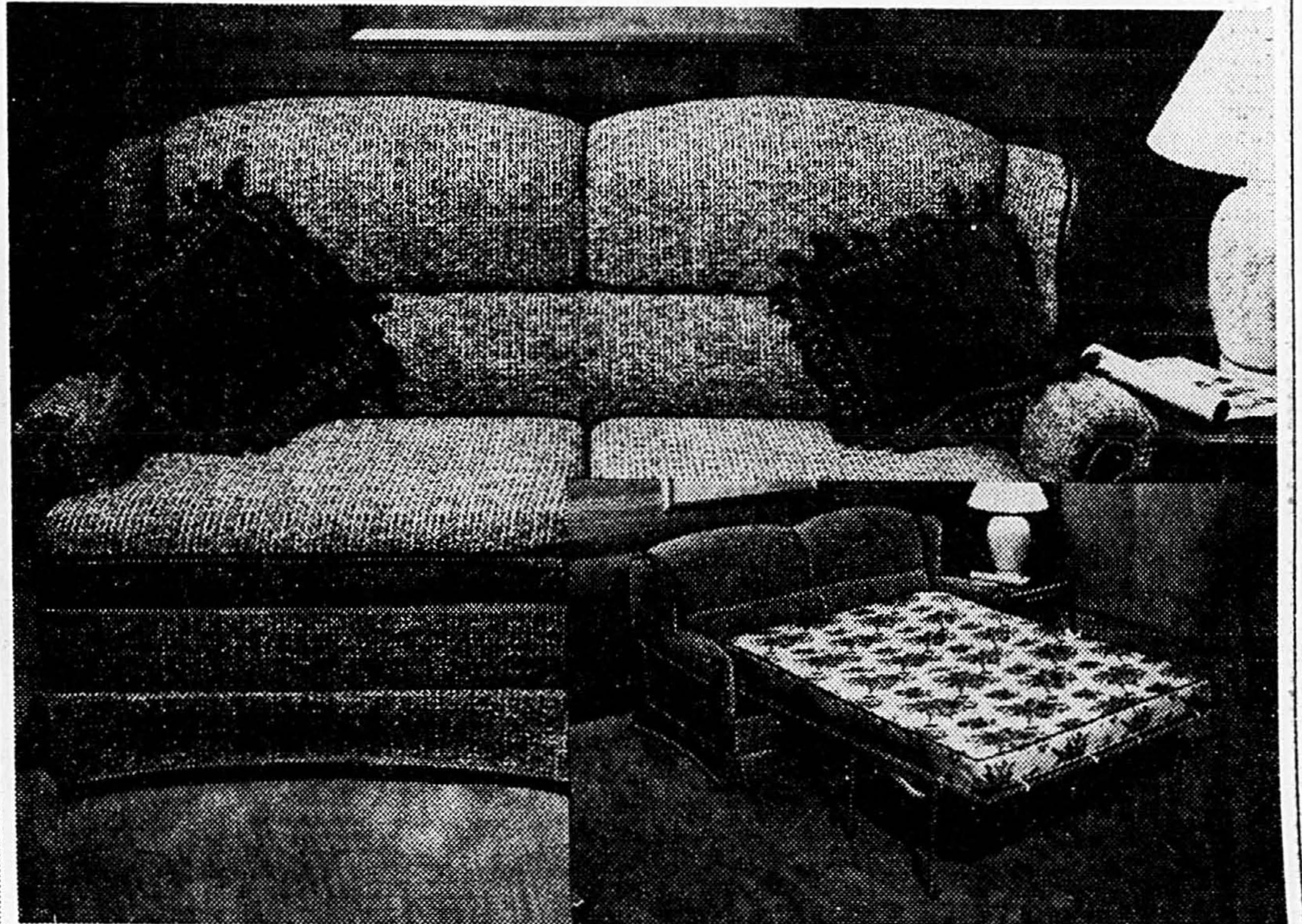
CHICOUTIMI: du lundi au mercredi, de 9h30 à 17h30  
les jeudis et vendredis, de 9h30 à 21h  
le samedi, de 9h à 17h



Événement

# MODE FOYER

## Rabais de \$40 à \$100 sur fauteuils et canapés de renom



**\$100 de rabais!**

**Canapé-lit colonial de Braemore**

A. Confortable le jour et super pratique pour les invités de dernière minute! Cadre en bois dur, coussins bourrés de mousse, appui-tête, mécanisme d'ouverture réglable. Recouvrement 100% olefin en écossais brun/beige. Modèle 927-60. Achats en magasin seulement.

La Baie, ord. 749.00

**649<sup>00</sup> ch.**

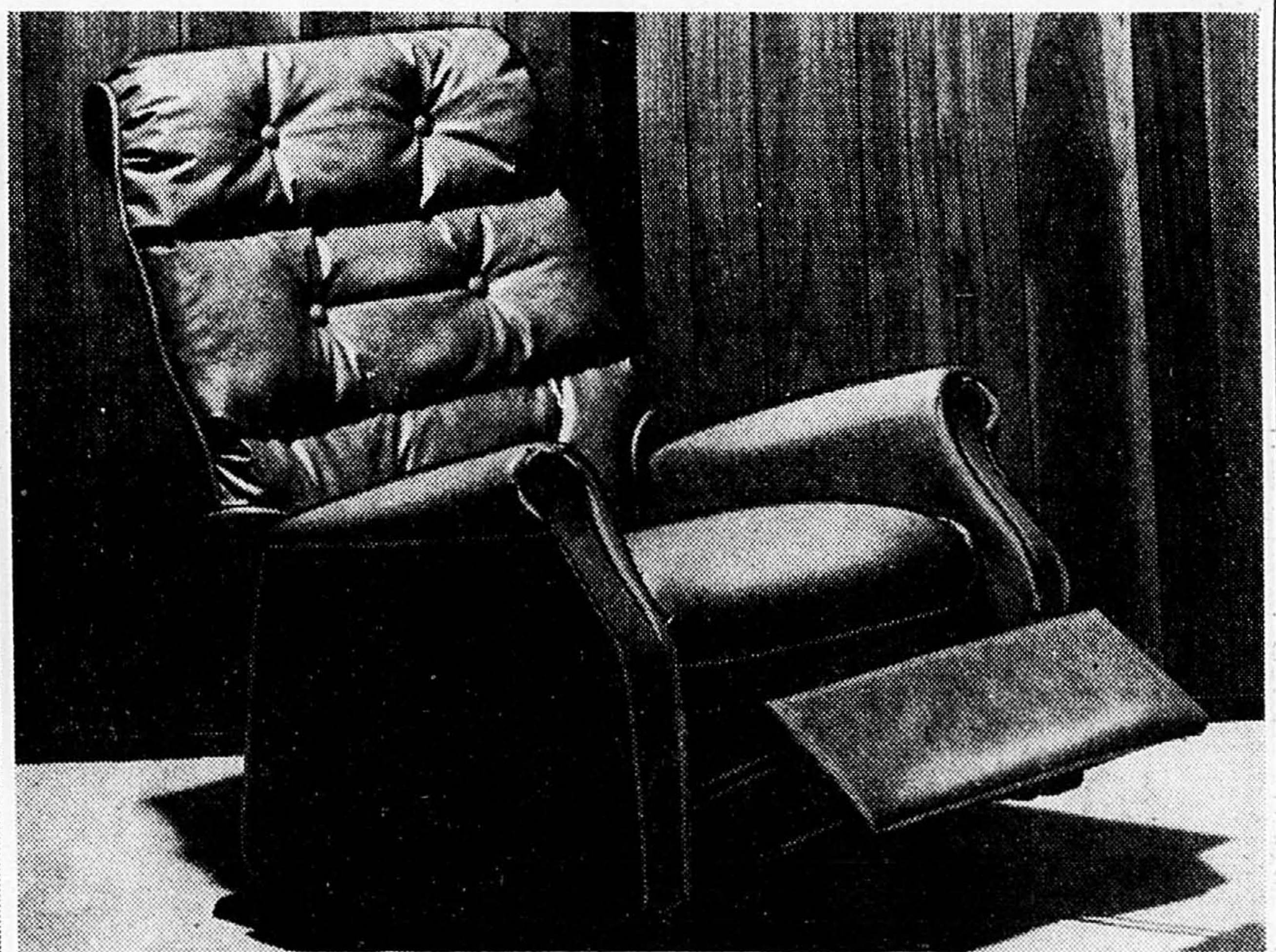
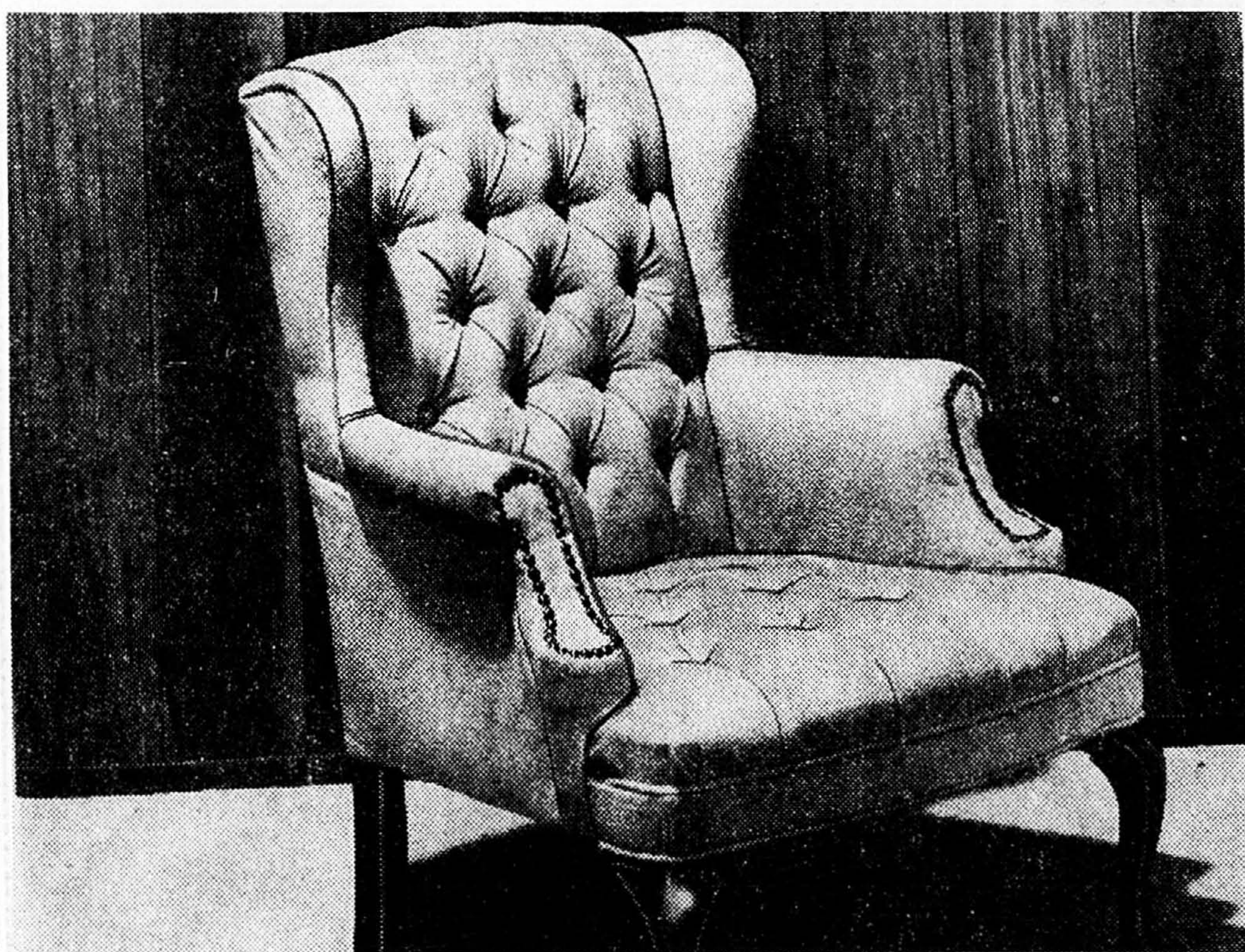
**\$100 de rabais!**

**Canapé-lit en tweed de Braemore**

B. Canapé transformable en lit deux places des plus confortables. Appui-tête, mécanisme d'ouverture réglable. Bascule pour un nettoyage facile. Recouvrement 100% olefin en tweed beige/brun. Modèle 720-60. Achats en magasin seulement.

La Baie, ord. 649.95

**549<sup>95</sup> ch.**



**40<sup>95</sup> de rabais!**

**Fauteuils Queen Anne à ailettes Lewittes**

C. Rehaussera l'atmosphère de votre salon. Pieds tournés en bois, siège et dossier capitonné. Choix de ton sable de Californie ou albâtre de Californie. Modèle 2043. Achats en magasin seulement.

La Baie, ord. 279.95

**239<sup>00</sup> ch.**

**40<sup>00</sup> de rabais!**

**Fauteuil inclinable Elran**

D. Pour une détente bien méritée, voici le fauteuil qu'il vous faut! Modèle avec dossier capitonné et un recouvrement en vinyle robuste et durable. Havane. Modèle 12376.

La Baie, ord. 269.00

**229<sup>00</sup> ch.**

(hors-photo). Pour achats en magasin seulement. Modèle 544, fauteuil rouille Sarnoff. La Baie, ord. 269.00

**229<sup>00</sup> ch.**

Modèle 676, fauteuil en velours melon. La Baie, ord. 249.95

**219<sup>00</sup> ch.**

Modèle 1001, fauteuil capitonné ton albâtre de Californie. La Baie, ord. 249.95

**219<sup>00</sup> ch.**

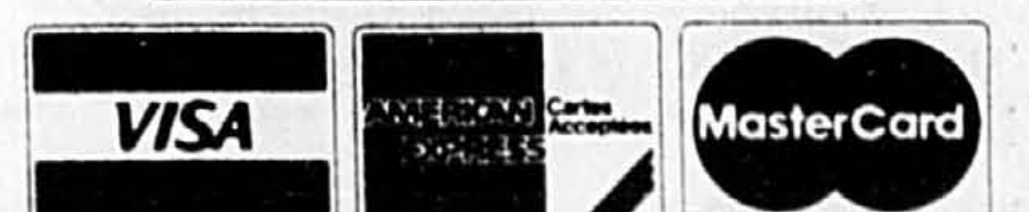
Modèle 1209, en rouille Tianna. La Baie, ord. 199.95

**179<sup>00</sup> ch.**

Modèle 1420, fauteuil en rotin Tianna. La Baie, ord. 229.00

**199<sup>00</sup> ch.**

Téléphoner à 842-6261 (région de Montréal). Sauf avis contraire. Rayon 511, au sixième, centre-ville et dans toutes les succursales.



**Les meilleurs prix en ville:** La Baie vous rembourse la différence si vous trouvez un de nos articles à meilleur marché ailleurs.

CENTRE-VILLE 281-4422

BOULEVARD 728-4571

DORVAL 631-6741

ROCKLAND 739-5521

CENTRE LAVAL 688-8970

PLACE VERSAILLES 354-8470

PLACE VERTU 332-4550

ST-BRUNO 653-4455

CHICOUTIMI 545-3160

CENTRE-VILLE: du lundi au mercredi, de 10h à 18h les jeudis et vendredis, de 10h à 21h le samedi, de 9h à 17h

SUCCURSALES: du lundi au mercredi, de 9h30 à 18h les jeudis et vendredis, de 9h30 à 21h le samedi, de 9h à 17h

CHICOUTIMI: du lundi au mercredi, de 9h30 à 17h30 les jeudis et vendredis, de 9h30 à 21h le samedi, de 9h à 17h

la Baie

# 1/3 de rabais

## sur toutes les chaussures de sport Osaga!

La Baie, ord. 23.99 à 40.00

15<sup>83</sup>  
à26<sup>40</sup>  
la pai.

Sportifs, courez en vitesse à la Baie et profitez de ce rabais exceptionnel! Tous les souliers de sport Osaga vous sont offerts à prix des plus compétitifs! Choix de 3 styles de qualité supérieure assurant confort et sécurité. Modèles légers et flexibles avec empeignes en nylon/suède ou encore souliers en cuir véritable avec perforations pour une meilleure aération. Semelles extérieures en caoutchouc de longue durée, avec très bonne traction. Pour dames: pointures 5½ à 9 dans le lot. Pour hommes: pointures 7 à 11 dans le lot.

Achats en magasin seulement. Rayon 740, au quatrième, centre-ville et dans toutes les succursales.

**Rencontrez Mad. Jehane Benoit et apprenez l'art de la cuisson au four micro-ondes à convection Dimension 3 de Panasonic!**

C'est donc un rendez-vous à ne pas manquer le **jeudi 29 janvier**, au restaurant La Chaumine, au septième, centre-ville seulement.

Les démonstrations auront lieu à **14h** et à **18h**.

Avec tout achat, à la Baie, d'un four micro-ondes à convection Dimension 3 de Panasonic, vous recevrez gratuitement deux plats en Pyrex\* (6" sur 10" sur 2" et 8" sur 8" sur 2") pour cuisson au four micro-ondes!

\* marque déposée

Restaurant La Chaumine, au septième, centre-ville seulement.

**Les meilleurs prix en ville:**

La Baie vous remboursera la différence si vous trouvez un de nos articles à meilleur marché ailleurs.

CENTRE-VILLE  
281-4422

BOULEVARD  
728-4571

DORVAL  
631-6741

ROCKLAND  
739-5521

CENTRE LAVAL  
688-8970

PLACE VERSAILLES  
354-8470

PLACE VERTU  
332-4550

ST-BRUNO  
653-4455

CHICOUTIMI  
545-3160

CENTRE-VILLE: du lundi au mercredi, de 10h à 18h  
les jeudis et vendredis, de 10h à 21h  
le samedi, de 9h à 17h

SUCCURSALES: du lundi au mercredi, de 9h30 à 18h  
les jeudis et vendredis, de 9h30 à 21h  
le samedi, de 9h à 17h

CHICOUTIMI: du lundi au mercredi, de 9h30 à 17h30  
les jeudis et vendredis, de 9h30 à 21h  
le samedi, de 9h à 17h